Dossier 23 e Congrès du PCF



BIMENSUEL : 3 F. No 53. Du 24 avril 1979 au 8 mai 1979 — Supplément à l'Humanité rouge No 1 080.

l'Humanité Rouge



Ceux qui pro-fitent



...et ceux qui payent

Courrier des lecteurs



«Nous devons nous intéresser aux sciences»

Dans le bimensuel, on ne parle pratiquement jamais des développements scientifiques et technologiques. Pourtant nous devons nous intéresser aux sciences.

Dans la société socialiste, les sciences seront enfin un facteur de progrès social et il faut que les lecteurs se sentent concernés par ces problèmes.

Dans la société capitaliste, elle n'a servi qu'à asservir l'homme à la machine, elle est un facteur de chômage, licenciements dûs aux modernisations qui entraînent des suspensions de postes.

La pollution, le nucléaire sont des aspects qui entrainent un rejet du développement scientifique. Cela a pour conséquence la naissance de courants rétrogrades.

Refus en bloc de la science par certains écologistes : certains vont jusqu'à refuser les médecins pour soigner leurs enfants.

— Retour à une société « préhistorique », à une communauté qui se réfugie dans l'autarcie.

— Développement de la parapsychologie (télépathie : possibilité de tordre les objets à distance, de dialoguer avec les morts).

— Théorie fumeuse sur les extra-terrestres.

Ces mouvements entravent notre marche vers le socialisme. Nous devons donc populariser les découvertes scientifiques en les liant à la lutte de classes. Les sciences ne sont pas un facteur de progrès en elles-mêmes. Pourtant la science nous laisse entrevoir des possibilités extraordinaires qui ne pourront réellement s'épanouir que sous le socialisme (par exemple, la contradiction automatisation-chômage ou on pourrait citer le développement de l'électronique qui peut amener une amélioration extraordinaire si elle était au service du peuple.

Gérard Angers

Le comité de rédaction est conscient de la nécessité de développer une rubrique scientifique régulière, argumentée et diversifiée... Nous envisageons pour un numéro ultérieur un dossier de réflexion à propos de l'énergie. Des correspondances peuvent être envoyées à ce sujet au comité de rédaction du bimensuel. Mais nous avons également besoin de collaborateurs diversifiés (biologie, physique, médecine, sociologie, etc.) pour pouvoir réaliser ce projet d'une rubrique scientifique régulière.

Dossier Bolivie «Un excellent reportage»

Le dossier consacré à la Bolivie (bimensuel No 52) est excellent. A mon avis, il représente vraiment ce que j'attends de ce genre d'articles. Vivant, il permet de mieux saisir la réalité quotidienne de la vie des mineurs boliviens, bien documenté, il nous donne des connaissances précises sur la Bolivie tant au point de vue géographique, économique et politique.

Faisant une large place à l'histoire de la lutte que mène le Parti communiste marxiste-léniniste de Bolivie, c'est un encouragement pour nous, militants communistes français, que de voir les succès remportés par nos frères boliviens. Je pense que si le journal développe ce genre d'articles et de dossiers, il sera plus attrayant et plus riche.

Un camarade du Mans.

«La réembauche des soldats à la fin du service»

J'ai trouvé très positif la plate-forme d'appel aux différentes journées que le parti organise dans le Nord et l'Est, fin avril et début mai. Il me semble qu'un oubli important s'y est glissé : la lutte pour la garantie de réembauche des soldats à la fin du service.

Un lecteur

«A propos de l'avortement»

A propos de l'article du bimensuel No 50 page 22 sur l'avortement : une remarque. Annie Brunel souligne très justement tous les aspects de la nouvelle bataille pour l'avortement. Lorsqu'elle parle de l'entretien obligatoire avec un médecin avant une interruption volontaire de grossesse, c'est juste, mais on pourrait signaler aussi les formes dans lesquelles il est pratiqué actuellement : il ne sert qu'à culpabiliser la femme ou à lui présenter des moyens de remettre son enfant à l'assistance publique. Et d'ailleurs, beaucoup de femmes repartent souvent sans avoir eu l'interruption de grossesse qu'elles désiraient au départ.

Martine — Fac de Vincennes.

Dans les lettres des lecteurs, j'ai l'impression que les femmes n'existent qu'avec les crèches, l'avortement, etc. Elles existent en tant que travailleuses, ouvrières, paysannes. Il ne faudrait pas idéaliser. Nous ne sommes pas en Chine où la garde des enfants ne s'est jamais posée de la même façon. En France, il y a encore une majorité de femmes qui refusent les crèches et préfèrent les nourrices. Nous sommes dans une société capitaliste où la famille est fermée et l'individualisme développé. Il ne faut pas confondre crèche et garderie pour avant et après l'école. Dans ma région, je connais deux crèches qui ferment, faute d'enfants.

Pour le culturel, pourrait-on mettre un roman en feuilleton (Vallès) et une bande dessinée ?

Rouen

A propos de l'entretien obligatoire avant une interruption volontaire de grossesse, il est exact que dans la plupart des cas actuellement, du fait de la résistance globale du corps médical à ces questions, il ne conduit pas à une orientation correcte en matière de contraception, et culpabilise les femmes qui veulent pratiquer une interruption volontaire de grossesse. Seuls quelques médecins progressistes cherchent actuellement à lui faire jouer son véritable rôle.

La remarque de notre deuxième lectrice est aussi légitime. Nous pensons lui donner un commencement de réponse positive dans ce numéro avec l'article réalisé à partir d'interviews de femmes paysannes.

Annie BRUNEL

Faites comme eux, souscrivez à l'Humanité rouge



Témoignages, faits vécus, expériences font la force d'un magazine. Nous manquons de tels faits pour développer notre nouvelle rubrique *Vécu* et donner une prise plus réelle à notre journal. Envoyez vos correspondances au comité de rédaction du bimensuel.

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PCML

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

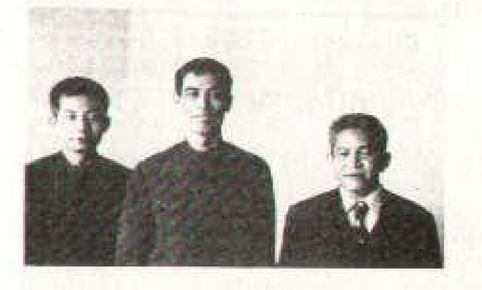
Vécu

Culturel

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris Cédex 18
CCP : 30 226 72 D La Source Commission paritaire :
No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979
Directeur de publication : André DRUESNE.
Imprimerie La Nouvelle.





AUX 4 COINS DU PAYS

Du travail pour tous

Sonolor (La Courneuve) Réoccupation de l'usine

Intervention de la police le jeudi 19 avril pour expulser les ouvrières qui occupent contre les licenciements. Des centaines de travailleurs se rassemblent aussitôt devant les issues de l'entreprise pour empêcher la sortie du matériel.

Le vendredi, nouveau rassemblement devant l'usine. Les grilles sont escaladées, une brèche ouverte dans le dispositif policier et 1 500 travailleurs se sont retrouvés dans l'entreprise, dans l'enthousiasme. Les travailleurs ne croyaient pas trop que c'était possible.



Spiram (Toulouse)

Contre un patron qui se prend pour Furnon

Spiram deux usines de confection masculine, dans la région de Toulouse. Une lutte pour l'unité des 400 travailleurs des deux boites, pour des conditions de travail et de salaire décentes, contre un patron qui se prend pour Furnon. Galas de soutien, popularisation, une grève déjà longue (six semaines) qui concerne dans la région tous les travailleurs de l'habillement, face à un patron dont la résistance est accrue dans la période actuelle d'offensive patronale, y compris dans les petites et moyennes entreprises.

Forest (Capdenac)

Une détermination qui a fait reculer le patronat

Le 5 avril, dès que les ouvriers de Forest à Capdenac apprenaient la menace de licenciements, ils montèrent à la préfecture. Une détermination qui a fait reculer le patronat. Les 450 licenciements n'auront pas lieu et les avantages acquis seront conservés. C'est ce que le futur patron Thévenon a déclaré aux ouvriers.

Journées de solidarité organisées par le PCML

DUNKERQUE, LE 29 AVRIL

— En fin de matinée sera organisé un tour commenté de la ville (port, Usinor, etc.) et seront possibles des rencontres avec la population à Saint-Pol et Grande Seynthe.

— La journée se poursuivra l'apres-midi à partir de 14 heures, salle du Fort-Louis, rue du Fort-Louis, avec :

Un spectacle théâtral : « *A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'envers* » du théâtre du Printemps, qui évoque la vie, les expériences et la prise de conscience d'un jeune ouvrier du Nord à la recherche de travail en 1979.

Un échange des délégations sur la lutte contre les licenciements et la solidarité, avec des interventions de sidérurgistes, de travailleurs de l'électronique, de travailleurs et travailleuses d'autres entreprises menacées et en lutte contre les licenciements.

Une intervention du secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste.

D'autres activités seront prévues.

— Rencontre et échanges autour des stands d'entreprises.

— Discussion en groupes restreints par thème : le chômage dans la jeunesse, l'action syndicale pour l'emploi, les tactiques et formes de lutte, la division de la classe ouvrière, le chômage des femmes...

— Discussions avec les journalistes de l'*Humanité rouge* et avec les militants du Parti communiste marxiste-léniniste au stand du parti.

— Informations et achats à un stand de livres principalement consacrés à la vie et aux luttes de la classe ouvrière.

Et encore des moments culturels :

— Chansons nouvelles de *La Lyre des travailleurs* consacrées à la situation actuelle dans le Nord.

— Un spectacle théâtral : « *On a déjà vu ça quelque part* » par une équipe de jeunes travailleurs, l'équipe de la Lionderie de Hem, qui terminera la journée vers 21 heures.

DENAIN, LE 30 AVRIL

— En fin de matinée, rencontres et visites des corons de sidérurgistes de Denain, Lourches et Escaudain.

— L'après-midi, le programme est analogue à celui de Dunkerque avec les horaires plus stricts et un espace plus limité, le meeting aura lieu à la salle des Conférences, rue Roger Salengro à Denain.

FAMECK (LORRAINE), LE 13 MAI

Le programme précis sera fourni ultérieurement.

EDITORIAL

Voilà le progrès : Du travail pour tous

1er Mai 1979 : dans quelques années l'an 2 000. L'an 2000, on nous l'a assez chanté, c'est l'ère du progrès scientifique et technique triomphant. En France, certains ne sont pas peu fiers de ces progrès : dans son entretien télévisé, Giscard d'Estaing a même souligné que la recherche et les technologies de pointe sont le point fort de la France. Possible... mais quand on constate que parallèlement à ce progrès jamais les travailleurs n'ont tant souffert du chômage on est en droit d'être plus que méfiant.

Le degré d'automatisation atteint aujourd'hui dans la sidérurgie par exemple peut épater. Les milliers de licenciements qui accompagnent la modernisation de l'appareil de production épatent moins.

Alors ? Loin de nous l'idée de revenir à la première idée spontanée du mouvement ouvrier et de casser les machines, ou encore de prôner la « croissance 0 »...

Pourtant, le chômage n'est pas un mal mystérieux, inévitable.

Chacun peut voir que les besoins des travailleurs sont loin d'être satisfaits, que ce soit dans le domaine de la santé, des transports, du logement, des équipements collectifs, de l'éducation, de la culture... il y a tant de travail et tant de travailleurs ouvriers et paysans écrasés de travail.

Mais il y a un obstacle à une juste répartition du travail et à la satisfaction des besoins du peuple. Cet obstacle c'est la loi du profit maximum qui régit la société capitaliste.

Actuellement, le capital est concentré entre les mains d'une poignée de grands bourgeois qui possèdent les banques et les monopoles industriels. Eux ne perdent jamais rien dans la crise économique. Ils en profitent pour « rentabiliser » encore plus l'appareil de production et mieux le contrôler. Dans cet objectif l'État et son personnel politique les servent à fond : dans la bouche d'un Giscard d'Estaing, dans celle d'un Barre, les intérêts du capital monopoleur et ceux de la France se confondent.

Quel mensonge ! Un exemple : le droit au travail est un droit inscrit dans la Constitution de la République française. Mais comment ce droit est-il compatible avec le droit des propriétaires des entreprises et du capital de priver les travailleurs de leur emploi ? Voilà deux droits contradictoires. Lequel doit l'emporter ?

Pour nous le choix est clair : mais le droit des travailleurs ne peut être qu'imposé et garanti par les travailleurs eux-mêmes. Il n'y a pas d'autre solution.

On a fait grand bruit autour de ces syndicats qui ont accepté des réductions de salaires pour « sauver leur entreprise » ou encore autour de ces ouvriers d'une petite entreprise qui, au prix de grands sacrifices, ont racheté leur entreprise. Mais qui profite à meilleur compte de leur travail ? Au premier chef le patronat et les banques qui eux ne perdent rien dans l'affaire...

Les profiteurs ne doivent pas profiter de l'angoisse des travailleurs devant leur chômage. Il faut s'unir pour les combattre eux et leur État. Ce sont eux les responsables, eux la cible ! Actifs et chômeurs doivent ensemble empêcher tout licenciement et imposer du travail pour tous.

A travers ce combat, il faut se préparer à renverser définitivement le pouvoir du capital pour lui substituer le pouvoir des ouvriers, des paysans et des masses travailleuses.

Ce pouvoir empêchant les anciens exploiteurs de rétablir leur système et exerçant à leur encontre une dictature s'accompagnera dans le même temps de la démocratie la plus large pour le peuple. Ce système sera la dictature du prolétariat.

Le 25-4-79.

SIDERURGIE

Où en est la lutte ?

Dunkerque, Fos: grèves dans certains ateliers. Des milliers de travailleurs lock-outés... Est ce une étape plus avancée dans la riposte?

Cela est sûr : la production est atteinte à Dunkerque et à Fos. Or, c'est dans ces usines que les maitres de forges comptent concentrer la production d'acier et leurs sources de profits à l'avenir : c'est bien là toute l'orientation du redéploiement décidé et planifié de longue date, sous l'égide du gouvernement Giscard-Barre, de l'État capitaliste, devenu depuis l'été dernier le premier des maitres de forges, par le biais de prises de participation majoritaires dans les deux grands groupes sidérurgiques : Usinor et Sacilor.

Enfin Dunkerque et Fos en action

Concentrer la production à Dunkerque et Fos, dans les unités « au bord de l'eau » et fermer les autres ou à peu près, tel est bien leur plan. Le prix, on le connait ! Les barons de l'acier comptent le faire payer aux travailleurs : plus de 20 000 licenciements, dont une grande partie vont tomber en juin, dans bien peu de temps. Alors la production touchée à Dunkerque et à Fos, c'est ce que l'on pouvait espérer, depuis des mois qu'était connu le plan patronal pour la sidérurgie !

Depuis des mois, ceux de Longwy, Denain se battaient avec acharnement et courage, mais le plus souvent hors des entreprises, sans que soit touché le point sensible des patrons : le profit.

Depuis des mois, la question était d'unir tous les sidérurgistes, de Lorraine ou du Nord, de Dunkerque, Denain, Longwy ou Fos, et d'unir autour d'eux toutes les forces possibles, toute la classe ouvrière, pour faire reculer patronat et gouvernement.

Avec les mouvements de grève se développant à Dunkerque et Fos, le moment était-il enfin venu de cette action unie de tous les sidérurgistes, frappant enfin le patronat à la caisse, seule voie pour le faire reculer ?

Les obstacles

Pendant tous ces mois où les travailleurs, les militants, ont dépensé beaucoup de force, d'énergie en luttes hors des entreprises, dispersées, l'ennemi a pris des mesures, avancées ou pas, au fil des discussions, elles aussi planifiées entre les syndicats et les ministres, les PDG, au niveau d'Usinor et de Sacilor séparément, par bassin même ! (Comme s'il n'y avait pas un unique plan pour toute la sidérurgie).

Ces mesures n'avaient qu'un but : gagner du temps et semer la division dans les rangs ouvriers. Pré-retraite, « prime » de départ (50 000 ou 60 000 F pour les immigrés) ; annonces de création d'emplois à tel ou tel endroit, quelques centaines de licenciements retardés ici ou là... sans parler du lock-out ou des poursuites pour « occupation illégale » contre des militants ou des interventions policières pour assurer ce que Barre ou Etchegaray, Giscard ou Giraud, ces organisateurs en chef des licenciements massifs, appellent « la liberté du travail ».

De leur côté, les directions confédérales des grands syndicats ouvriers acceptaient, par exemple, le plan de négociations à rallonge proposé par le gouvernement et même elles en redemandent. Plutôt que de tout faire pour la victoire, ne préfèrent-elles pas, comme les états-majors de partis auxquels elles sont liées, se disputer le capital de mécontentement et de combativité des travailleurs et même pour protéger leur pouvoir dans le syndicat ne préfèrent-elles pas briser l'outil même de la lutte ? C'est bien ce qu'ont fait les dirigeants de la Fédération de la métallurgie CFDT en suspendant, quelques jours avant le rassemblement du 6 avril à Dunkerque la section Usinor de cette ville. Dans le même temps, concernant ce rassemblement qui devait regrouper des sidérurgistes de Denain, Longwy, Sedan, etc. avec ceux de Dunkerque, la CGT préférait limiter à des délégations bien maigres la participation des sidérurgistes à ce rassemblement et organiser sur place (à Denain, Longwy, etc.) actions et meetings.

Jacques DUROC

L'unité: l'arme la plus précieuse

Par la suite, les journées « sans acier » n'ont pas donné des résultats très brillants. Jamais, depuis des mois ni depuis que Dunkerque et Fos connaissent des mouvements et arrêts de production, un mot d'ordre net et précis n'est venu. Quand il s'agit de discuter avec les ministres, les confédérations se mettent d'accord, mais quand il s'agit d'action, « l'initiative » est laissée à chaque usine ! (C'est le résultat de la dernière rencontre CGT, CFDT, CGC, FO.).

Le temps ne joue pas en faveur des sidérurgistes.

En ce 1er Mai 1979, les travailleurs auront en tête le coup porté contre les sidérurgistes, au-delà duquel s'annoncent bien d'autres coups dans le domaine de l'emploi (navale, téléphonie, fonctionnaires, etc.) ou des droits et libertés démocratiques (droit de grève, de manifestation, d'expression).

Si l'offensive patronale n'est pas stoppée là, nul doute que viendront les autres vagues. L'arme la plus précieuse pour faire face à l'offensive des patrons, c'est bien l'unité de la classe ouvrière, une unité de classe, sur des bases de classe qu'il faut construire, perfectionner, défendre à chaque instant.

Cette unité si précieuse, elle a manqué jusqu'ici. Il faut la conquérir, en surmontant pas à pas les obstacles qui l'empêchent.

TELEPHONIE BRETAGNE

«Il n'y aura pas de licenciés au numéro demandé»

4 mois de lutte

Depuis quelques mois, la téléphonie est en dérangement. Question emploi, ça ne répond plus. Les patrons bricolent des raccordements de fortune : pour se raccrocher aux profits, ils licencient. A qui veulent-ils faire payer la facture ? Aux travailleurs bien sûr. « *Pas d'accord* » répondent les ouvrières et les ouvriers, avec leurs syndicats « *Il n'y aura pas de licenciés au numéro demandé* ». Cette phrase, l'intersyndicale d'Ericsson-Brest l'a inscrite sur son affiche. Et ce ne sont pas des mots en l'air : ils ont obtenu un accord qui garantit l'emploi jusqu'à fin 1979. Une première victoire. Pour d'autres victoires dans la téléphonie bretonne, d'autres jalons sont posés.



Le 29 mars 1978 à Lannion : ceux d'Éricsson-Brest et ceux de l'AOIP-Guingamp.



Quatre mois durant lesquels s'est déployée une intense activité d'organisation des travailleurs de la téléphonie. En fin d'année dernière, les premiers licenciements dans les usines de sous-traitance étaient passées quasiment inaperçus et sans réactions importantes à la CBE-Loudéac, à la SRPI-Redon, à Marcel Albert de Saint-Quay-Portieux, les patrons ont pu faire ce qu'ils ont voulu. Aujourd'hui la situation est tout à l'opposé : la lutte a réellement démarré.

Unité intersyndicale, unité d'action : deux journées régionales en ont posé les bases. Première en date, la journée du 9 janvier, a semé de nombreux rassemblements dans toute la Bretagne. Plus importante encore : la journée du 29 mars à Lannion, où pour la première fois les travailleurs de la téléphonie sont rassemblés en un même lieu. Ces deux actions ont été l'occasion d'un début d'unification régionale de la lutte.

Trois luttes importantes ont aussi marqué ces quatre mois. Ericsson bien sûr, nous en avons largement fait état dans nos colonnes.

Lutte très importante aussi que celle de l'AOIP-Guingamp : des patrons séquestrés, une évacuation violente, une semaine de grève qui s'est terminée aussi sur la garantie de l'emploi, mais seulement jusqu'en octobre 1979. Sans oublier la lutte des travailleurs de la CGCT à Rennes qui ont empêché, par leurs manifestations et leur vigilance, les licenciements et le départ des machines vers une autre usine du groupe.

Voilà pour les mouvements les plus importants. Cela ne signifie nullement que rien ne bouge dans les autres usines. Partout ça mobilise, malgré la pomme de discorde que sont souvent les réductions d'horaires imposées, toutes tentantes dans un premier temps car elles se greffent sur l'aspiration légitime des travailleurs à la réduction du temps de travail. Citons à la file les principales manifestations : LTT-Lannion, blocage d'avions, blocage de trains à Plouaret (22) et inscriptions sur les wagons. AOIP-Morlaix : blocages de trains, blocages de la voie express Paris-Brest. De nouvelles usines de téléphonie entrent désormais dans la lutte : c'est le cas en particulier de la CTD de Pont-de-Buis et de Douarnenez (filiale du groupe de PAEPE) où des licenciements viennent d'être annoncés et qui ont défilé ensemble dans les rues de Châteaulun.

Reconstruire un rapport de force

La lutte n'est ni facile ni gagnée d'avance. Ce sera long et il n'y aura pas de solution miracle. Les patrons ont un plan de restructuration et de licenciements et ils vont tenter de l'imposer à tout prix avec l'appui total de Norbert Ségard, ministre des Télécom et chef d'orchestre du chambardement en cours. Les patrons, le ministre sont obstinés, à preuve le mariage forcé de LMT et d'Éricsson qui va permettre à la Thomson une restructuration accélérée ; à preuve encore le fait que Norbert Ségard, venu inaugurer à Rennes le réseau transport, a refusé de recevoir la délégation syndicale PTT sous prétexte qu'elle comprenait des travailleurs d'usines de la téléphonie.

Ce n'est pas en opposant un plan ou un autre aux leurs qu'on les convaincra. Ce n'est pas en appelant aux nationalisations qu'on les arrêtera. Ce qu'il faut, c'est construire le rapport de force. L'effort d'unité dans les luttes et entre les luttes est bien amorcé. Il faut maintenant l'étendre. Il faut étendre la solidarité à toutes les ramifications des groupes, là en particulier où l'emploi n'est pas directement menacé. Il faut d'autre part que l'unité de lutte s'étende au-delà du cadre régional. Tout en se renforçant au niveau des régions elles-mêmes.

Yannick DAGORN

SOLMER (FOS)

Un sursaut de dignité



La Solmer, monstre d'acier qui s'étale sur des kilomètres entre la mer et l'Etang de Berre, est paralysée par la grève depuis le début du mois d'avril. Filiale commune de Sacilor et d'Usinor, la Solmer, deuxième aciérie pied dans l'eau, mise en activité en 1974, est le deuxième pôle de la sidérurgie française restructurée. Avec la grève qui se développe simultanément à Dunkerque, 75 % de la production des produits plats se trouvent bloqués.

Solmer, c'est aussi un modèle d'organisation capitaliste nouvelle manière. Toutes les activités annexes à la production sont confiées à des entreprises sous-traitantes : nettoyage, entretien sont assurés par des ouvriers dont les patrons s'appellent Somafer, Sotrasi, etc.

Il ne s'agit pas tant d'organisation de la production que de division organisée des travailleurs.

La Solmer, 7 100 salariés, mais aussi plus d'un millier d'entreprises sous-traitantes, toutes rassemblées sur le même site immense, toutes soumises à une intensification du travail corrélative aux plans de fermeture des aciéries du Valenciennois et de Lorraine.

Depuis la fin du mois de février, grève et débrayages se multiplient touchant un secteur après l'autre : laminoirs, aciérie, centrale soufflante, hauts fourneaux, parc à brames, usine à oxygène ; ceux de la mécanique et de l'entretien de la Somafer ont eux-mêmes fait 20 jours de grève en mars. Pendant tout ce mouvement, la répresssion frappe délégués et représentants syndicaux : les mises à pied pleuvent. Finalement, la direction refusant de négocier recourt au lock-out. Déjà en 1976, la direction Solmer avait utilisé la même manœuvre pour briser une grève en dressant les travailleurs entre eux. A l'époque, elle avait en partie réussi ; aujourd'hui c'est différent.

Tout le conflit dans sa première phase a été centré autour de l'arrêt ou non des hauts fourneaux. Les travailleurs ont tout fait pour les maintenir en activité – bien entendu la fonte produite n'était pas transformée en acier ni, à plus forte raison, en tôle – tandis que la direction multipliait les provocations et les sabotages pour réduire la résistance ouvrière.

Laissons la parole à un travailleur de Solmer, délégué syndical CGT, qui raconte les motifs et le déroulement de la lutte.

« Le mouvement actuel est un sursaut de dignité des travailleurs qui n'acceptent pas d'être traités comme des machines. Un jour tu viens parce qu'il y a du travail, un jour tu ne viens pas. On n'est pas des billes, on est des hommes. Les travailleurs voient bien qu'il y a eu augmentation de la production et baisse du personnel avec, en plus, une détérioration du pouvoir d'achat. D'où nos revendications : amélioration des conditions de travail, la cinquième équipe et le maintien du taux de pouvoir d'achat, nous demandons une augmentation de 300 francs de rattrapage.

C'est le ras-le-bol des travailleurs qui a conduit à cette grève. Nous ne cachons pas qu'à la CGT, nous étions favorables à des grèves tournantes mais les travailleurs ont estimé que cela devenait inacceptable et se sont mis en grève, alors nous avons soutenu le mouvement.

– HR : Comment s'est passée l'intervention des CRS ?

Les CRS sont intervenus au petit jour pour évacuer le standart. Les vingt travailleurs qui occupaient ont quitté la salle. Face à 400 CRS, ils ne pouvaient pas faire autre chose. Immédiatement, les gars de la cokerie sont allés voir la maitrise et ont menacé d'abandonner la cokerie si les CRS ne partaient pas. C'est ainsi qu'ils ont pu aussitôt réoccuper le standart.

– HR : Est-ce que quelque chose a été fait en liaison avec Dunkerque ?

Il y a un comité de coordination entre les syndicats CGT de Dunkerque et de Fos. Je suis monté à Dunkerque en tant que délégué et j'ai expliqué aux syndiqués CGT de là-bas notre lutte. Les situations sont très proches et nos revendications identique.

– HR : Est-ce que tu penses que la Solmer va céder ?

La production entre Dunkerque et Fos est bloquée et ce sont les marchés étrangers qui sont menacés alors qu'ils sont les plus durs à trouver. La Solmer a déjà tenté de faire faire des commandes en Allemagne mais ça a été refusé. La direction ne veut pas céder parce qu'elle sait que ça aura des répercussions ailleurs...

Pierre MARCEAU

38e CONGRES DE LA CFDT

Des nouveautés qui reviennent sur les acquis de 1968

Recentrage, suspension de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque, beaucoup de militants s'interrogent. Le 38e congrès apportera-t'il des réponses à leurs interrogations ? Joël Fabien fait le point à quelques jours du congrès.

Il n'est pas sûr que l'équipe confédérale obtienne le « *quitus* » pour son activité avec la même majorité qu'en 1976 : plusieurs syndicats ont en effet estimé que les textes de résolution étaient inamendables et veulent exprimer leur désapprobation de la ligne confédérale par des votes contre le rapport général.

Le Bureau national n'a pu faire moins qu'un certain nombre d'amendements soient portés au débat du congrès. Il essaie seulement de « *noyer le poisson* » en les mêlant à d'autres thèmes qui ne doivent pas faire gros problème et qui même peuvent recueillir la quasi-unanimité des mandats. Ainsi notamment, des « *enrichissements* » aux paragraphes sur les femmes, les immigrés, les jeunes. Une certaine façade démocratique sera préservée : le congrès aura tenu compte des débats venus de la base...

Parmi les amendements à débattre, relevons les principaux concernant la politique d'action :

– La question de la rupture préalable avec le capitalisme opposée à la thèse gradualiste des réformistes (PTT-Loire) ;

– La négociation considérée comme « partie intégrante de l'action » (Syndicat du Trésor) ;

– La globalisation des luttes (Services publics parisiens).

A propos des structures et du fonctionnement démocratique, le texte initial a été modifié sur la question du partage des mandats. Tout cela montre que le « recentrage » de Maire est en fait le rejet de tous les acquis de lutte de classe de l'époque de 1968. Cette attitude de la direction confédérale rencontre l'hostilité de nombreux militants. Le 38e congrès sera une étape importante pour une orientation syndicale de lutte de classe.

Joël FABIEN

«Dans les 10 dernières années, la CFDT s'est laissé déporter»

Après Mai 1968, de nombreux jeunes militants sont venus à la CFDT parce qu'ils pensaient qu'ils pouvaient y trouver la possibilité d'exprimer et de concrétiser leur refus du système, avec moins de « contraintes » qu'à la CGT. Ils croyaient trouver une organisation syndicale refusant tout compromis avec le gouvernement et le patronat et menant une action autonome par rapport aux partis bourgeois. La remise en vigueur de formes de lutte permettant l'application d'une large démocratie (comité de grève, assemblée générale du personnel, recherche de la popularisation...), venant d'ailleurs de la base, était faite pour les séduire.

La politique d'action proposée au congrès est à l'opposé de cette conception.

En fait, toute l'action proposée est axée sur « *la recherche de réelles possibilités de négociation* ». « *L'action doit se mener* » au plus près « *des préoccupations journalières* ». « *Au plus près* » au lieu de « *à partir de* ».

Qui fera croire que la CFDT a obtenu ainsi, quelque part, « *des résultats significatifs* » ? Les dirigeants cédétistes se plaignent d'ailleurs de la « mauvaise volonté » du CNPF et du patronat.

Un nouveau vocable est mis en avant : « *L'articulation de l'action* » qui vient compléter la conception précédente et ainsi s'opposer aux idées de lutte et de coordination des luttes.

La définition des objectifs revendicatifs n'est plus guidée par la volonté de leur donner un caractère de classe, c'est-à-dire une volonté qui s'inscrit dans une stratégie de rupture. Les avant-projets de résolution abandonnent totalement les revendications non hiérarchisées, refus des licenciements, par exemple, et s'en justifient : « *Il aurait bien fallu gérer la crise.* »

De cette ligne de gestion, plusieurs témoignages sont apparus depuis quelques mois : à propos des revendications, il est significatif, par exemple, que dans les propositions faites par le bureau national à la conférence nationale de janvier, la lutte contre les licenciements soit remplacée par l'action" pour une meilleure indemnisation du chômage.

La ligne de la direction se traduit également par deux glissements : il n'est plus question de socialisation que des « grands » moyens de production, on ressuscite les vieilles élucubrations sur « la planification démocratique » à la sauce Mendès-France. « Recentrage » signifie alors retour dix ans en arrière car, comme le dit M. Rolant dans son rapport au conseil national, dans l'intervalle « *la CFDT s'est laissée déporter* ».

(Suite de la page 9)

CONGRES CFDT

Régions et fédérations s'expriment

FÉDÉRATION DES PTT

« Notre ligne ne doit jamais ssocier les deux volets que constituent les revendications et les changements politiques profonds (...) Il n'est pas possible d'engager un processus, si on ne pose, en même temps, le problème de la rupture avec le capitalisme »

UNION RÉGIONALE PAYS DE LOIRE

« Le terme de « recentrage » est très mauvais (...) Il inquiète de nombreux militants (...) Nous sommes bien d'accord pour sortir du rituel des deux journées annuelles d'action nationale (...) Mais une action nationale qui porte sur des problèmes précis et non de vastes catalogues sur ces thèmes peut déboucher sur des résultats ».

FÉDÉRATION CONTRUCTION-BOIS

« Quand on observe le nombre d'amendements présentés (1 600) qui proviennent de gros syndicats ou de structures du public ou du para-public, on s'aperçoit qu'un nombre grandissant de syndicats ne peuvent pas préparer convenablement le congrès. Cela est encore plus vrai pour les petits syndicats ou les syndicats de manuels, débordés par l'importance du rapport, des résolutions, des textes à lire.

Dans la réalité, cela aboutit à ce qu'une partie du congrès soit jouée dès le 5 février. Le rôle le plus important est tenu par la commission des résolutions, celui du Bureau national est plus limité, et le Conseil national ne dispose pas de vrais moyens. » (...)

(...) « Enfin, nous attirons toujours l'attention sur le problème de l'indexation des parts confédérale, fédérale et régionale, dans la cotisation. Ce système aboutit à une injustice pour les syndicats dont les rentrées s'amenuisent ; ce qui se traduit par une baisse de leurs moyens financiers et un renforcement de ceux des appareils. Alors que le syndicat est la structure de base, la charte financière réduit ses ressources.- »

FÉDÉRATION DE LA BANQUE

« Les positions prises par la confédération depuis plusieurs mois n'ont pas été dans le sens d'une mobilisation des travailleurs ».

« Nous craignons que la décentralisation systématique de l'action amène à l'excès contraire et que l'on ne globalise plus du tout » .

UNION RÉGIONALE AUVERGNE

« En juin 1977, la CFDT s'est dotée d'une plate-forme de revendications et d'objectifs immédiats de transformation valables pour l'action à court terme, quelle que soit l'issue des échéances électorales de mars 1978. Aujourd'hui, à travers l'insistance mise sur les revendications crédibles, tout se passe comme si la plate-forme n'était plus qu'une référence politique lointaine. » (...)

(...) « De ce fait, il y a risque de glissements statégiques : la tendance à coller aux revendications qui paraissent crédibles aux yeux des travailleurs peut l'emporter sur la nécessité du débat avec eux pour que leur apparaisse bien le contenu de classe de nos objectfs. »

La suspension du conseil syndical d'Usinor-Dunkerque

Sordide manipulation politique !

De quels crimes sont donc coupables les militants du conseil suspendu ? Selon le communiqué de la FGM, ils auraient voulu prendre la direction de la section, en pratiquant divers abus de pouvoir et trafics d'influence et en s'appuyant sur des éléments d'extrême-gauche.

On en conviendra, voilà qui donne un aspect finalement bien politique aux prétendues sordidités financières !

Le communiqué indique que cela fait plusieurs mois que *« Claude Bernard et ses amis »* ont voulu prendre la direction de la section.

Faut-il rappeler que Claude Bernard en est le secréaire depuis... 1973 ?

En toute démocratie, les responsables fédéraux indiquent qu'il s'agit maintenant de *« préparer une assemblée d'adhérents qui aura à apprécier et élire les responsables de la section »*.

S'agissant d'une « un peu sordide affaire de finances » comme ils le prétendent, comment se fait-il qu'ils aient ainsi précipité les choses dès le 19 mars par la diffusion dans toute l'usine — et même au-delà — d'une « information aux adhérents et dirigeants CFDT » (donc surtout faite pour être le plus largement connue) ?

Le 19 mars, à la veille des élections de délégués du personnel ! Le résultat, on s'en doute, c'est que les sièges gagnés l'année précédente par la section (un dans le premier et un dans le second collège), avec la même direction, étaient cette fois perdus !

Comment se fait-il qu'ils aient précipité les choses en suspendant le conseil syndical le 30 mars, le lendemain du jour où Claude Bernard est désigné pour représenter le syndicat et la section au Congrès de Brest, par le conseil du Syndicat de la métallurgie dunkerquoise ?

C'était à six jours du rassemblement prévu à Dunkerque. C'était aussi à neuf jours d'une journée de collecteurs dont le conseil de la section, bien avant qu'il soit suspendu, avait décidé l'organisation en vue de préparer une assemblée générale des adhérents.

S'agissant *« d'une un peu sordide histoire de finances »*, comment se fait-il que les pourfendeurs d'abus de pouvoir n'aient pas justement profité de cette réunion pour tirer les choses au clair ? Au contraire, le collectif mis en place par les responsables fédéraux a annulé cette assemblée : ce fut sa première décision et il intervint directement auprès de la direction pour faire annuler les congés syndicaux demandés par les participants !

Un dossier a été réalisé par la section dissoute, comportant de nombreux documents sur la base desquels tout militant pourra se faire une idée précise.

International



CHINE

Quelle démocratie ?

Annie Brunel

Un débat vital est engagé en Chine. Une réflexion y mûrit qui, d'une certaine manière, nous concerne tous. Elle porte sur la définition des justes rapports entre socialisme et démocratie, entre dictature sur les anciennes classes exploiteuses et épanouissement des libertés, de la créativité, de la pensée, de l'initiative de l'immense majorité de la population.

D'une juste issue de cette recherche dépend un bond en avant qui conditionne le sort de 900 millions de Chinois. Mais aussi par contre-coup, cette expérience nous interpelle, ici, en France, et nous impose de réfléchir par nous-mêmes à cette question absolument décisive pour l'avènement et le développement d'une société socialiste dans notre propre pays.

L'expérience d'approfondissement de la démocratie engagée en Chine est si essentielle que certains Chinois n'ont pas hésité à l'appeler *« la cinquième modernisation »*. Et il existe bien d'ailleurs un rapport dialectique entre la tâche exaltante et gigantesque qui doit transformer la Chine, immense nation du tiers monde, en un pays socialiste puissant et développé, et l'amélioration de la démocratie.

Mais d'abord, qu'est-ce que la démocratie socialiste ? La récente Constitution chinoise la définit ainsi : *« Assurer au peuple le droit de participer à l'administration des affaires d'Etat et des services économiques et culturels et d'exercer son contrôle sur les organismes d'Etat »*.

Les freins à la démocratie

A cela s'opposent deux sortes de frein :

— 1) Celui qui pousse à confisquer le pouvoir entre les mains d'une poignée de dirigeants seulement. Oh, certes, sous le socialisme, cette tendance peut se développer en maintenant intacts un système de référence et une phraséologie conformes, en apparence, aux principes marxistes-léninistes et au pouvoir des masses. L'exemple de l'URSS est là pour nous le rappeler.

— 2) Mais aussi, le frein qui vient de l'indifférence des intéressés eux-mêmes, de la masse des gens, qui rechignent à prendre en charge eux-mêmes les affaires d'Etat qui sont pourtant aussi leurs propres affaires. Il existe une tendance spontanée à déléguer les responsabilités — et les embêtements inévitables qui les accompagnent — à d'autres et à s'en laver les mains, quitte à critiquer par la suite ce qui ne plait pas.

C'est un volet du fonctionnement de la démocratie qui saute moins aux yeux que le précédent mais qui est aussi essentiel et peut-être même plus.

Qu'on y réfléchisse. Dans la simple conduite d'une lutte, d'une grève par exemple, les problèmes ne surgissent pas simplement du fait que quelques leaders ont tendance à imposer, de façon autoritaire, leur point de vue aux autres. Ils viennent bien souvent aussi du désintérêt du plus grand nombre de ceux qui sont pourtant directement concernés. Faire fonctionner une vraie démocratie dans une section syndicale n'est déjà pas une mince affaire. Alors imaginons ce que représente cette gageure au niveau des affaires d'Etat d'un pays comme la Chine !

Le socialisme, ce n'est pas le paradis

Le socialisme a déjà largement fait preuve que lui seul pourrait résoudre les problèmes de la société chinoise. Le socialisme, pas plus en Chine qu'ailleurs, n'est pas le paradis sur terre. Il est plus que temps de se débarrasser de cette vision idéaliste, métaphysique, qui conduit inévitable-

Les instruments de la démocratie

Le bon style de travail du Parti communiste chinois, instauré par le président Mao, qui garantit à la minorité le plein droit de penser, de s'exprimer et aussi le droit de se faire écouter : *« Notre parti représente les intérêts fondamentaux des masses populaires. C'est pourquoi, nous avons l'audace de dévoiler et de corriger nos insuffisances et nos erreurs. La critique et l'autocritique constituent une arme tranchante dont notre parti se sert pour corriger ses insuffisances et ses erreurs. »*

Une attitude courageuse devant les erreurs et les injustices commises. Il ne suffit absolument pas de les reconnaitre, il faut les *réparer*. Ces réhabilitations peuvent paraitre formelles. Elles n'en sont pas moins d'une grande importance dans la société où les « étiquettes » ou les « queues » distribuées peuvent être très lourdes à porter.

Les dazibaos (journaux muraux). Ils permettent à chacun de s'exprimer sur ce qui lui parait important, de porter des critiques mais aussi d'émettre des suggestions.

Le raffermissement de la légalité socialiste. Aussi paradoxal que cela puisse paraitre, l'absence de lois et de réglements est une des choses dont le peuple chinois a le plus cruellement souffert dans les années écoulées. N'importe qui, dans ces conditions, pouvait dire : *« C'est mon point de vue qui est très révolutionnaire, c'est le tien qui est réactionnaire »*. Les plus puissants pouvaient alors écraser les plus faibles.

« Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent », ce principe encourage l'expression des idées et la création dans les domaines artistiques et littéraires et refuse l'imposition d'un code de formes limitées, décrétées comme étant les seules « socialistes ».

(Suite de la page 11)

ment aux pires aberrations. Le socialisme est un système où existent l'injustice et l'inégalité, où il faut travailler à les faire reculer, y compris en réalisant les bases matérielles, la modernisation de l'économie, indispensables pour cela.

Autoritarisme, bureaucratie, censure arbitraire, sclérose de la pensée et de la création artistique, sont des tendances qui peuvent se développer fortement en système socialiste. Le pouvoir prolétarien risque ainsi de se dénaturer en un véritable fascisme. Au fond, c'est dans une telle voie que les quatre dirigeants destitués voulaient entrainer le peuple chinois. Cette amère expérience a pu être poussée d'autant plus loin que bien des facteurs, ceux-là propres à la société chinoise, sont favorables à de telles déviations :

— Le poids énorme d'une société féodale et de ses traditions d'abord : c'est ce qu'exprimait récemment un vieux paysan : « *Dans le passé, les paysans ont tant eu l'habitude d'obéir, de souffrir en silence, que beaucoup continuent à se taire* ».

— Le poids aussi de la petite bourgeoisie et de son idéologie individualiste dans l'ensemble des forces sociales chinoises qui comptent encore 80 % de paysans.

Il ne faut pas oublier ce contexte pour comprendre la grande vague de fond qui secoue en ce moment la Chine, qui fait que davantage de têtes pensent, que davantage de bouches s'ouvrent.

Que ce débat soit vif, c'est certain et c'est normal. C'est ce que révèle un article récent de la presse chinoise :

« *La démocratie que nous voulons, c'est la démocratie socialiste ou la démocratie populaire mais non la démocratie individualiste bourgeoise. Il est nécessaire de combiner la démocratie et la dictature, la démocratie et le centralisme, la démocratie et la législation, la démocratie et la discipline, la démocratie et la direction du parti. Si l'on s'écarte de la voie socialiste, de la dictature prolétarienne, de la direction du parti, du marxisme-léninisme et de la pensée-maozedong, et si on parle de façon abstraite de la démocratie, ce sera l'anarchie ; plus question, alors de stabilité et d'unité et ce sera à coup sûr l'échec des quatre modernisations* ».

Cette recherche se fait en tâtonnant, en accumulant des expériences et en faisant régulièrement le bilan. Elle se fait aussi dans une lutte politique, reflet de la lutte de classe qui ne cesse pas sous le socialisme. Elle nous appelle, nous aussi, à libérer nos esprits et à oser penser pour avancer plus vite vers l'avènement du socialisme dans notre propre pays.

En bref... DU MONDE ENTIER

POLOGNE

Les travailleurs polonais ne se laissent plus faire

De plus en plus, les travailleurs polonais ont recours à la grève pour défendre leurs droits et leurs conditions de vie. Voici quelques-unes des grèves qui ont eu lieu à l'automne dernier et dont on a pu avoir connaissance.

Du 9 au 11 octobre, les ouvriers de l'usine de vêtements « Paso » de Pabianice ont fait grève contre une augmentation des normes qui équivalait pour eux à une réduction du salaire.

— Du 10 au 14 octobre, les ouvriers de l'usine de produits pharmaceutiques « Polfa » de Pabianice ont fait grève contre la supression d'une prime.

— Fin novembre, une grève a éclaté dans l'usine d'ampoules électriques « Polam » à Pabianice contre la suppression du samedi libre.

— Le 26 octobre, les ouvrières de l'usine de confection « Optima » à Lodz ont fait grève contre une baisse des salaires.

— Le 18 novembre, les ouvriers d'une usine de bétonnières à Myskow ont fait grève parce que leurs salaires n'avaient pas été payés à temps.

— Le 22 décembre, les mineurs de la 5e division de la mine de Gliwice ont fait grève contre la journée de douze heures, et le travail a cessé pendant les vacances de Noël.

Taxe sur les journalistes

Pologne : tout journaliste qui veut suivre la visite prochaine du pape devra verser préalablement 350 dollars (1 600 F à peu près). Comme on attend 3 000 journalistes occidentaux, ça rapportera près de 500 millions de centimes aux autorités polonaises. C'est parfois rentable d'avoir un pape.

Allemagne de l'Est : on se demande bien comment les journalistes occidentaux vont bien pouvoir faire leur travail après les mesures que vient de prendre le gouvernement. Ils devront désormais avoir une autorisation avant d'effectuer le moindre déplacement dans le pays et avant d'interviewer la moindre personne dans la rue. Ils devront se soumettre à toutes sortes de contrôles, y compris financiers. Visiblement, les autorités ne souhaitent pas que sur l'Allemagne de l'Est soit diffusée une autre information que la propagande officielle.

ARGENTINE

Grève générale à la veille du 1er Mai

Les deux centrales syndicales argentines (la Commission des 25 et la CNT) ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour le 27 avril. Les centrales demandent la liberté pour les emprisonnés politiques, des augmentations de salaire et la non-application de la nouvelle loi des associations professionnelles de la dictature. Cette grève, si elle réussit, marquera un grand pas en avant dans la lutte des travailleurs contre le régime de Videla.

ESPAGNE

Grève des employés de l'hôtellerie

Depuis lundi 9 avril, les employés de l'hôtellerie de la Costa del Sol sont en grève. Bien que cette grève soit limitée à la côte qui longe le sud de l'Espagne, ce sont 20 000 employés qui ont cessé le travail. Très mal payés, ils revendiquent des augmentations de salaire. 250 grévistes ont été licenciés lors de cette grève qui paralyse un secteur essentiel de l'économie espagnole. Chaque année, l'Espagne double sa population du fait du tourisme qui constitue un apport considérable de devises.

DOSSIER

Réalisé par l'Humanité rouge, organe central du PCML

23e CONGRES DU PCF

PIERRE MARCEAU

Ce qui ne passe plus

Nous abordons dans ce court dossier quelques points du débat politique qui se développe autour de la préparation du 23e congrès du PCF. Un débat qui vient de loin et qui concerne toute l'orientation de la lutte pour le socialisme dans notre pays, qui porte des interrogations fondamentales sur la nature du PCF.

Ce débat, nous l'abordons avec la conviction de partager avec le plus grand nombre des militants du PCF une commune volonté d'en finir avec le capitalisme et de parvenir au socialisme.

Cette conviction est ancrée dans la pratique des militants de notre parti et le dialogue fructueux qui s'est engagé dans la lutte commune avec les militants du PCF.

Mais c'est sur ce même terrain d'expérience, celui de la lutte de classe, que se trouve chaque jour confirmée la nocivité de la ligne politique du PCF.

Quelle unité faut-il construire pour renforcer la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme ? Le projet de résolution du 23e congrès répond : renforcer le PCF. Mais ce ne serait pas autre chose que renforcer une politique qui interdit aux masses de faire la révolution, qui enferme leur lutte dans le carcan des élections et de la légalité bourgeoise dans la stratégie du passage pacifique. Celle-ci a beau avoir fait faillite, les dirigeants du PCF répètent : « *Nous n'avons pas d'autre stratégie.* »

Face aux attaques redoublées des monopoles et du pouvoir, le projet de résolution appelle les travailleurs à diriger leurs coups contre une cible de diversion : l'Allemagne. La théorie de la vassalisation et du déclin de la France organisé par Giscard comporte un inconvénient de taille : non seulement elle ne correspond pas à la réalité mais sous couvert de lutte contre l'Europe allemande, elle épargne le véritable responsable de la situation : le système capitaliste.

Cette politique ne permet pas l'essor du mouvement populaire, elle s'y oppose.

Nous devons ajouter aussi qu'elle ne permet de défendre ni la paix ni la liberté ; au contraire elle conduit à soutenir activement et à couvrir la politique d'expansion et d'hégémonie de Brejnev, elle prend fait et cause pour les emprisonneurs, contre ceux qui sont victimes de la répression à l'Est.

Une poignée d'intellectuels ... ?

Si le 23e Congrès est à l'image de la tribune de discussion ouverte dans les colonnes de l'*Humanité*, il y a tout lieu de penser qu'il fournira l'image — l'apparence — d'un parti unanime autour de sa direction.

Depuis le 1er mars, les contributions se suivent et se ressemblent, émanant souvent — bien que ça ne soit pas signalé — de membres du Comité central, de permanents fédéraux, ou d'experts accrédités auprès de la direction. Mises à part quelques contributions de militants contestataires ayant pignon sur rue, aussitôt dénoncées sinon réfutées, la tribune aura consisté en une suite de satisfécit votés d'avance au projet de résolution tantôt au nom de la classe ouvrière tantôt au nom du savoir.

Tout aura été fait à travers le choix des contributions pour donner raison à Marchais qui déclarait avec morgue :

« *Vous appelez contestation le fait que quelques camarades aient exprimé leur désaccord en dehors de cette discussion interne — Moi j'appelle ça une petite discussion marginale sans intérêt pour le parti* ».

Quelques « criailleries » d'intellectuels « assis derrière leur bureau » voilà à quoi se résumeraient les critiques auxquelles sont soumises la pratique et la ligne politique du PCF. Elles ne seraient en somme que le résultat de la fragilité de quelques militants devant les pressions de la bourgeoisie, devant la « *campagne anti-communiste sans précédent* ».

Telle est l'histoire rassurante qu'on raconte à la direction du PCF. Il n'est pas sûr qu'elle corresponde à la réalité.

Un militant parisien raconte : « *Dans les cellules, juste après le résultat des élections et l'invitation officielle à la discussion par le Bureau politique et jusqu'au Comité central, il y a eu un certain laps de temps équivalent à un mois, un mois et demi durant lequel il y a eu vraiment un débat, une discussion ouverte sur les conséquences de la rupture de l'union de la gauche, le résultat des élections. Et tout de suite le débat s'est orienté sur la responsabilité du parti, celle du parti socialiste. Et puis sur les questions de démocratie. La réflexion s'est poursuivie sur notre ligne politique, notre rapport aux masses, notre carac-*

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

tere révolutionnaire, et cela a été poussé très très loin dans certaines cellules. » (1)

L'échec survenu après six années de lutte militante a été l'amorce de bien des remises en cause, six années nourries de doutes souvent sur la validité de l'union avec les dirigeants du PS, d'interrogations nées de l'attitude du PCF à l'égard des luttes, mais aussi d'espoir dans la possibilité d'un changement qui semblait à portée de la main.

Et dès le printemps dernier, les questions, les critiques se firent d'autant plus vives que le Comité central du PCF s'obstinait dans l'affirmation têtue que « le parti n'a pas commis d'erreur ».

Avant même l'échec consommé, l'accord mascarade de l'entre-deux tours fut une véritable gifle pour bien des militants. Tandis que pour la masse des travailleurs il fut le révélateur du caractère politicien de l'entente des dirigeants de la gauche.

« Des mois et des mois de polémiques, d'attaques, de contre-attaques, d'explications, de réunions, de négociations pour en arriver là !! Un simple accord électoral bâclé en une heure et puis chacun chez soi !!!

Ce soir-là, les fantômes de l'union de la gauche prirent place pour le spectacle, ce soir-là la cruelle désillusion s'abattait sur les travailleurs, tout s'écroulait comme un château de cartes !!! (...)

Et cette nuit du 13 mars 1978 j'ai pensé à tout cela, à toutes les nuits passées dehors, toutes les heures passées en montagne prospectant le moindre hameau, ramassant l'argent pour le parti, à toutes les heures passées devant les usines, pour apprendre que l'accord du 13 mars fut paraphé avec un énorme éclat de rire et devinez de qui ? De Georges Marchais...

Cette nuit-là fut la nuit des fantômes. L'illusion s'envola, je suis toujours au chômage, et j'attends. » (2)

Et si les critiques, les contestations étaient autre chose que des « faiblesses petites-bourgeoises » ? Si justement c'était l'attachement profond à la cause de la classe ouvrière, l'enracinement dans ses luttes, l'aspiration au socialisme qui était le moteur des remises en cause les plus radicales ?

N'est-ce pas une remise en cause, même si elle reste souvent inexprimée, que le retrait de ce militant qui avait adhéré pour se battre, pour que ça change. Il a trouvé un parti enferré dans la gestion communale et les calculs électoraux. Un parti qui se révèle plus soucieux d'unanimité que de vérité, plus respectueux de l'ordre que de défense jusqu'au bout des intérêts ouvriers.

N'est-elle pas remise en cause également cette démarche de nombreux militants ouvriers mal à l'aise dans le PCF et qui investissent toute leur énergie dans le militantisme syndical à la CGT.

Et cet autre qui écrit :

« Pour moi, le parti n'a pas aujourd'hui une ligne révolutionnaire, il passe de l'opportunisme au sectarisme. Dans ce conditions peut-il, pourra-t-il redresser la barre ? Pourra-t-il devenir ce parti d'avant-garde qui aide les travailleurs à s'auto-organiser sans se substituer à eux ? Est-il en mesure de prendre en compte la réalité nationale et le contexte international sans tomber dans le nationalisme, le chauvinisme ? Pourra-t-il prendre en compte ses erreurs passées et présentes pour mieux aller de l'avant ? Voilà les questions que je me pose. Et je suis inquiet. » (3)

De tous les militants qui partagent ces mêmes inquiétudes, un certain nombre commencent à tirer la conclusion que décidément non le PCF ne peut plus changer, qu'il s'est définitivement transformé en un parti bourgeois que son centralisme démocratique s'est transformé en son contraire, une contrainte bureaucratique et autoritaire permettant à la direction et à ses tenants d'imposer une orientation opposée à la révolution, opposée au mouvement des masses.

Et ceux-là commencent à se tourner vers notre parti, le Parti communiste marxiste-léniniste, et à rejoindre ses rangs. Pas tous encore, car elle est douloureuse la rupture avec le parti auquel on a consacré toute sa vie parce qu'il était le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, ou parce qu'on pensait qu'il l'était encore.

Je pense ici à cette militante du PCF qui fit ses premières armes comme agent de liaison dans la Résistance alors qu'elle sortait à peine de l'enfance. Eduquée dans les luttes de classe, ses doutes et ses interrogations, elle vit avec depuis des années. Depuis 1968, surtout, lorsque responsable d'une union départementale CGT, elle dut avec ses camarades faire appliquer les consignes de reprise du travail. Quelque chose comme le sentiment qu'il y avait trahison leur vint à ce moment-là. Attachée à son parti, elle l'est en dépit des épreuves. *« Je suis fidèle. Mais inconditionnelle et suiviste, non »* ... C'est ce que ne lui pardonnent pas ceux qui viennent de la mettre au banc de son propre parti.

Comme elle est loin de la réalité, cette histoire officielle d'une poignée d'intellectuels qui contestent...

Pierre MARCEAU

Notes :
(1) Cité dans « *Un parti peut en cacher un autre* ». Témoignages présentés par F. Bouillot et J. M. Dévésa (Éd. Maspéro).
(2) Lettre de lecteur à « *Luttes et débats* ».
(3) Contribution de D. Ouaki et D. Lapostre publiée dans No 1 de « *Luttes et débats* ».

Document

«Juger dans la pratique»

La stratégie d'union et les luttes 1972-1978

« L'échec électoral de l'Union de la gauche, qui a différé l'ascension du PCF au gouvernement, ne permet pas de faire la démonstration sur quel visage précis la politique d'union du peuple de France aurait pris cette fois-ci au pouvoir. Mais cette politique n'était pas simplement à appliquer plus tard une fois au gouvernement. Dès la signature du Programme commun, on pouvait juger les résultats de la stratégie de l'Union de la gauche dans la pratique. Il ne doit pas être difficile pour les travailleurs, les femmes, les étudiants, de se rappeler quel a été le rapport entre la stratégie d'union du PCF et les luttes pendant l'existence de l'Union de la gauche. Pendant ces six années, il fallait attendre les échéances électorales. Concrètement, cette attente avait pour effet de ne pas mettre en cause le régime, même pas de développer des luttes partielles trop ambitieuses (mobilisation contre la loi Debré, grève des PTT, grève étudiante de 1976) qui auraient pu effrayer les alliés bourgeois (radicaux, gaullistes de « gauche ») auxquels on faisait la cour. Là aussi, cette stratégie *s'opposait* (une fois de plus aux luttes. »

Le maintien d'une économie capitaliste

(...) « L'application du programme commun aurait-elle été juste ? Pour répondre à cette question on doit d'abord comprendre qu'un programme n'est pas jugé par ce qu'il dit sur le papier, mais bien par ce qu'il fait *dans la pratique*. Nous avons démontré plus haut quelle a été la pratique du Programme commun avant qu'il ne soit appliqué officiellement par un gouvernement. Mais imaginons pour les besoins du débat une application à la lettre du programme commun « réactualisé » par le PCF. Ce programme prévoit le maintien d'une économie capitaliste. Seulement 14 % de la production et 15 % de la population active seraient touchés par les nationalisations. On garderait Giscard et les principales institutions de la Ve République, etc. Aimerait-on voir vraiment une fois de plus des ministres PCF gérant une économie, un régime, et un gouvernement *capitalistes* ? Et lorsqu'on parle du maintien de l'économie capitaliste, il faut se souvenir de ce que cela veut dire, que la crise que connaissent actuellement les économies capitalistes est bien une conséquence du *système* capitaliste et non pas de quelques erreurs commises par la bourgeoisie ».

Rejeter notre politique chauvine concernant l'immigration

« Comment faire alors l'alliance avec les couches populaires ? C'est en adoptant un programme de lutte qui défende leurs intérêts et les mobilise contre la société capitaliste (ce qui veut dire à plus forte raison que le programme de gouvernement doit le faire aussi, car nous pensons que notre programme de gouvernement doit reprendre en premier lieu tous les thèmes de luttes et de mobilisation). Par exemple, notre parti pourrait gagner encore des dizaines de milliers de femmes au combat de la classe ouvrière. Mais pour cela il faudrait mener une campagne nationale systématique, de façon unitaire, pour le droit à *l'avortement* libre et gratuit. De même il est possible de gagner des centaines de milliers *d'immigrés* à la CGT et beaucoup à notre parti. Mais à condition seulement de rejeter notre politique chauvine pour l'arrêt de toute immigration, et de lutter, de façon unitaire, pour le droit de chaque immigré à une carte de séjour. »

Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.

Extrait d'une contribution de R. Keroch, militant du PCF – Paris 5e, publiée dans « *Luttes et débats* », journal interne édité par des ouvriers, employés et intellectuels membres du PCF.

DOSSIER

L'échec de mars : une issue qui était prévisible

Extrait d'un discours de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, en 1973

En 1949, à la suite de graves critiques adressées à la ligne politique du Parti communiste français par le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers, autrement appelé « *Kominform* », Maurice Thorez, alors secrétaire général, avait dû présenter une autocritique. La partie publique de cette autocritique déclarait notamment :

« Le défaut capital du Front populaire, dont nous avions eu l'heureuse initiative et qui a eu des côtés très positifs, c'est qu'il était devenu une simple entente de sommet. En raison de la formule exclusive d'entente par le sommet, nous avions admis dans le Front populaire la présence d'individus qui ne songeaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion, tels Daladier ou Paul Faure... Voilà pourquoi le Front populaire s'est peu à peu désagrégé pour s'effrondrer complètement à l'approche de la guerre...

« ... Il faut considérer comme une grave faute que nous ayons toléré dans l'organisation et la conduite de la Résistance les mêmes défauts qui avaient été fatals au Front populaire et qui se sont révélés tout autant pernicieux pour le mouvement de la libération nationale ».

Nous pensons, nous marxistes-léninistes, que Thorez a été un opportuniste de droite durant la majeure partie de son activité politique. Il n'empêche que son autocritique de 1949, même si elle n'allait pas au fond des questions posées, comportait une vérité de taille en ce qui concerne la pratique de l'unité.

Dimitrov, qui fut secrétaire général de l'Internationale communiste après avoir démasqué la provocation hitlérienne de l'incendie du Reichstag, avait expliqué quelle était la juste ligne à suivre. Il disait notamment :

Unité seulement aux sommets : jamais !
Unité à la fois aux sommets et à la base : quelquefois !
Unité à la base : toujours !

Les communistes marxistes-léninistes, s'adressent à leurs camarades militants ou sympathisants de base du Parti communiste français, à tous les travailleurs qui croient à l'Union de la gauche et s'apprêtent à voter en croyant au mirage de ce fameux Programme commun de gouvernement ; ils leur disent :

Camarades !

Vos dirigeants actuels ont-ils suivi la voie indiquée par Dimitrov ? Marchais applique-t-il les enseignements de l'histoire passée du mouvement ouvrier, en concluant une alliance avec Mitterrand ? (...)

(...) l'Union purement électoraliste qu'ils ont ainsi mise sur pied est une union sans principe, conclue exclusivement aux sommets des appareils de direction des Partis communiste, socialiste et d'une fraction des radicaux.

En fait, cette Union de la gauche, dont nous allons voir quelle est la plus fragile qui puisse être, c'est la préparation du relais de la gestion « loyale » de l'Etat capitaliste monopoliste par une domesticité social-démocrate écartée du pouvoir depuis quelques années, mais comprenant cette fois-ci des ministres révisionnistes. C'est en quelque sorte la réunion des sociaux-démocrates anciens avec les sociaux-démocrates modernes.

Que conclure de cette situation ?

Alors que les « socialistes » étaient descendus au plus bas de leur néfaste influence voici plusieurs années, ce sont les dirigeants du PCF qui les ont remis en selle et qui leur assurent une remontée assez spectaculaire sur la scène politique française.

Il y a d'ores et déjà toute chance pour que ces faux « socialistes » distancent largement les faux « communistes », au moins en ce qui concerne le nombre des élus, et déjà, comme toujours, un spectaculaire retournement de veste est activement préparé. Les serments de fidélité proférés par Mitterrand seront vite oubliés et ceux qui n'ont jamais pris d'engagement explicite, comme Defferre ou Guy Mollet, pourront jouer leur double jeu sans aucune réticence. Ils y excellent car ils en ont une longue expérience.

Une voie au socialisme en forme d'impasse

La confiance placée dans les vertus du Programme commun sous prétexte qu'il était co-signé par le PCF et le PS était pure naïveté. « *Aucun accord au sommet ne peut remplacer le mouvement de masses pour l'union. Il peut même, comme l'a montré le Programme commun, le freiner* ».



21e congrès du PCF : *l'échec d'une stratégie, le passage pacifique au socialisme.*

Ces lignes lues dans la tribune de discussion de *l'Humanité* le 19 avril ne sont pas dues à la plume d'un oppositionnel. C'est A. Lajoinie, membre suppéant du bureau politique du PCF qui s'exprime ainsi. Cependant, il n'y a dans sa prise de position — dont on ne mettra pas en doute le caractère officiel — aucun point de vue autocritique, au contraire. D'où vient donc que les travailleurs ont été floués et conduits à l'échec ?

La politique du PCF y serait-elle pour quelque chose ? Eh bien non. Les responsables de l'échec de mars, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui se sont fait des « *illusions sur un prétendu changement de nature* » du PS. Ce sont les travailleurs qui n'ont pas compris qu'il fallait développer les « *luttes sociales* » à la base.

Bref, « *La foi en la chose écrite et signée au sommet a été, malgré nos efforts (ceux du PCF), un facteur de démobilisation populaire* ».

C'est du moins l'opinion de M. Lajoignie qui a une bien singulière façon de réécrire l'histoire. Les dirigeants du PCF en sont arrivés au point où, pour essayer de se dédouaner de l'échec de leur politique, ils parient sur l'amnésie des travailleurs !

Car enfin, de ces fameux efforts pour empêcher la démobilisation de cette lutte pour élever la conscience et éveiller la vigilance à l'égard du Programme commun, parlons-en !

Qui a imposé au mouvement syndical et à la CGT en particulier, l'allégeance à l'Union de la gauche ? Qui a tenté de faire du soutien a l'Union de la gauche une condition d'adhésion au syndicat ?

Qui a prêché la modération dans les luttes ?

Qui a dévoyé la riposte aux premiers plans Barre en manifestation de soutien au Programme commun ?

Et ce n'est pas tout. Lajoignie aurait-il oublié les réserves et les oppositions qu'a soulevées au sein même de son parti cette politique d'union sans principe avec les dirigeants socialistes ?

A-t-il oublié combien de militants, au cours de ces six dernières années, appliquèrent la mort dans l'âme — par discipline — des consignes de vote au deuxième tour qui révoltaient leur conscience. Et combien même refusèrent de le faire.

Lajoignie poursuit : « *L'Union sur un programme n'a pas permis au Parti communiste de se renforcer et c'est au contraire le Parti socialiste qui a, seul, profité de cette expérience* ».

Évidence difficile à nier, échec dont témoigne la baisse d'audience du PCF telle que l'ont consacrée les résultats électoraux : 25,38 % en 1968, 22,16 % en 1973 et 20,61 % en 1978.

Mais le bilan pour les travailleurs est autrement lourd. La seule efficacité du mot d'ordre « *Une seule solution, le Programme commun* » aura été de laisser le champ libre à l'offensive générale du patronat et du pouvoir.

Mobiliser les travailleurs pour la riposte, il n'en a jamais été question. D'ailleurs, le rôle des masses populaires dans la stratégie du PCF est réduit à sa plus simple expression. De quoi s'agissait-il avant les législatives sinon de « *soutenir la politique du Parti* », « *Aidez-nous* » titrait l'*Humanité* le 26 septembre 1977.

Et aujourd'hui, quoi de changé ? Sur le fond : rien.

« *Nous n'avons pas d'autre stratégie que l'Union de la gauche* » reste le mot clé du discours des dirigeants du PCF et l'objectif avoué c'est de « *rééquilibrer la gauche au bénéfice du Parti communiste* ».

Dans ces conditions, quelle peut être la portée du mot d'ordre d'« *Union à la base* » ?

La tâche urgente, celle que doit prendre en main un parti révolutionnaire, c'est bien d'unir, de rassembler tous les travailleurs pour une lutte d'ensemble contre la politique de Giscard-Barre.

Mais pour le PCF, lutter ça ne veut plus dire autre chose que soutenir sa politique, ses élus. S'unir à la base est devenu synonyme de s'unir sur ses bases.

Organiser et mener à la victoire la lutte de la classe ouvrière. Faire courageusement devant les travailleurs le bilan de sa politique, tout cela est devenu étranger au PCF.

Certes, il se bat pour le pouvoir... mais pour lui.

LE PCF ET L'URSS

Prenez le nombre des académiciens en Union soviétique, prenez ensuite la quantité d'acier produite en une année Ajoutez-y le temps de vol des engins spatiaux Soyouz, retranchez quelques dissidents emprisonnés. Maintenant, faites le total, vous obtenez le « *bilan globalement positif* » de l'URSS. C'est aux dirigeants du PCF que l'on doit cette démonstration surprenante.

« *La démocratie étant à nos yeux une composante essentielle du socialisme, on nous dira peut être que cette divergence (entre le PCF et « les partis communistes de plusieurs pays socialistes » à propos de la démocratie socialiste) touche en fin de compte à la conception même que nous avons les uns et les autres du socialisme. Plus subsisteront les faits qui donnent lieu à cette divergence, plus la question viendra effectivement à se poser* ».

Voilà ce qu'écrivait en 1976 Jean Kanapa alors responsable des relations internationales du PCF (!)

Trois ans après, on est bien obligé de constater que si les faits concernant l'absence de démocratie à l'Est (en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie...) ont malheureusement été au rendez-vous — et en nombre — la direction du PCF elle n'y est pas. Bien loin de poser avec une insistance accrue la question des divergences de fond sur la conception du socialisme, elle s'efforce au contraire de clore le débat engagé sur l'URSS.

Si le 22e Congrès du PCF avait pu être interprété comme marquant une prise de distance vis-à-vis de l'URSS, le 23e s'annonce comme le congrès d'un nouveau « réalignement ». L'odieuse caricature de socialisme qui sévit en URSS se voit décerner les mérites d'un « *bilan globalement positif* ».

Comment en arrive-t-on là ?

Peut-être faut-il rappeler que les condamnations de la répression à l'Est, émanant du PCF ces dernières années, lui furent arrachées sous la pression d'une opinion publique démocratique de plus en plus révoltée par les traits hideux de la dictature brejnevienne.

Souvenez-vous de la campagne sur le thème « Vivre libre ». Les dirigeants du PCF avaient beau émailler leurs discours de formules choc du genre « *nous sommes fous de libertés* », leurs déclarations ne suscitaient rien d'autre que le doute, tellement était suspect leur silence sur les violations constantes des libertés par ceux dont ils s'affirmaient solidaires : les dirigeants soviétiques.

Face à des faits patents toujours plus largement révélés, une réflexion critique s'est développée parmi les militants du PCF. Un grand nombre d'entre eux en vinrent à considérer non seulement que l'URSS ne représentait en rien un modèle, mais pire, qu'elle était véritablement devenue un « *anti-modèle* ».

L'admiration et le soutien faisaient place à la dénonciation et au rejet, la certitude au doute avec comme question centrale : l'URSS est-elle encore un pays socialiste ? Est-ce la classe ouvrière ou bien plutôt une nouvelle classe bourgeoise qui y détient le pouvoir ?

C'est ainsi que des débats animés et passionnés entourèrent la publication de *l'URSS et nous*. Cette réflexion décisive, les dirigeants du PCF tentent aujourd'hui de l'enrayer pour imposer leur solidarité avec Brejnev qu'ils présentent comme « *une des cartes maîtresses* » permettant le passage au socialisme en France !

Comment procèdent-ils ? C'est simple : ils récusent la discussion sur les faits pour se réfugier dans la sphère commode des abstractions.

Incapables de répondre au témoignage accusateur de Jean et Nina Kehayan sur l'URSS (2), les dirigeants du PCF préfèrent disserter sur les pays socialistes en général (escamotant au passage le fait qu'il n'existe plus de camp socialiste) et plutôt que de répondre aux questions sur l'URSS, ils essayent d'imposer un faux débat sur l'apport global du socialisme à l'*humanité*.

Remplacer « *divergence de fond* » avec Brejnev par « *solidarité active* », voilà une des orientations politiques que la direction du PCF veut faire cautionner par le 23e Congrès.

(1) Jean Kanapa : Les Caractéristiques de l'Eurocommunisme.
(2) J. et N. Kehayan : La Rue du prolétaire rouge. Ils ont été interviewés dans le bimensuel No 46.

Des silences gênés

C'est en vain que l'on chercherait, tant dans la presse du PCF que dans les textes préparatoires à son congrès, toute une série de problèmes, pourtant importants ayant trait à la situation internationale. Nous ne parlons pas ici de l'agression vietnamienne au Cambodge. De cela, on en parle dans l'*Humanité* pour transformer la vérité de la façon la plus grossière, niant systématiquement la réalité d'une résistance massive et armée à l'agression, résistance qui ne peut pourtant exister que parce qu'elle trouve un réel soutien dans les masses et les campagnes cambodgiennes.

Par contre, de la tentative de génocide contre le peuple érythréen, pas un mot. Ou plutôt, plus un mot depuis que Soviétiques et Cubains se sont directement engagés dans cette sale guerre d'anéantissement d'un peuple qui lutte depuis vingt ans pour retrouver son indépendance. Depuis un an, l'URSS a fourni pour plus d'un milliard de dollars d'armes modernes au régime éthiopien de Mengistu, ses généraux dirigent en personne les opérations sur le terrain contre les patriotes érythréens, ses avions déversent du napalm « socialiste » sur les villages autour de Nafka ou d'Agordat. Mais de cela, ni l'*Humanité* ni le PCF n'en parlent.

Une puissante révolte populaire secoue actuellement l'Afghanistan. Tout un peuple se lève contre un régime impose par la force l'an dernier à la suite d'un coup d'État militaire sanglant. Les lecteurs de l'*Humanité* ne sont pas au courant. Le régime de Kaboul est un protégé très particulier de Moscou. Cela suffit certainement pour qu'une lutte que mène tout un peuple devienne automatiquement « réactionnaire » et que, par conséquent, il ne soit pas nécessaire d'en faire mention.

Le congrès du PCI, enfin, pour ne prendre que ces trois exemples, s'est prononcé nettement pour un retrait immédiat des troupes vietnamiennes du Cambodge et pour le droit du peuple cambodgien à déterminer seul son avenir. Cela également, le PCF a « oublié » de le dire. Ce n'est pourtant pas parce qu'il n'avait pas de journalistes sur place.

Des silences gênés, des silences gênants, des silences complices...

S. F.

PCF - TCHECOSLOVAQUIE

Avec les emprisonneurs ou les emprisonnés ?

Quelle attitude concrète adoptent les dirigeants du PCF sur la Tchécoslovaquie, sur l'occupation soviétique et sur la répression qui ne désempare pas, depuis dix ans déjà, contre tous ceux qui font des critiques ? En août 1968, le PCF avait condamné l'intervention militaire soviétique. Mais depuis ?

Les dirigeants du PCF défendent-ils les libertés en Tchécoslovaquie comme ils affirment le faire en France et dans tous les pays ? Si oui, que signifiera la présence au XXIIIe congrès d'une délégation du parti tchécoslovaque, alors que dans les prisons tchèques se trouve, parmi tant d'autres, un homme comme Jaroslav Sabata, ancien membre du Comité central du Parti ?

Jean SCHUBERT

Jaroslav Sabata, un communiste dans les prisons de Husak

Jaroslav Sabata, 52 ans, membre du Parti communiste tchécoslovaque depuis 1948, élu au Comité central le 22 août 1968, puis nommé secrétaire de la région de Brno du parti...

En 1968, il a pris sans équivoque position contre l'agression et l'occupation soviétique, et il n'a jamais renié cette position. Pour cette raison, il a été destitué de ses fonctions, puis exclu du Parti dès 1969.

Arrêté en 1971 et condamné à six ans et demi de prison pour ses opinions politiques. Libéré en 1976, il figure parmi les premiers signataires de la Charte 77, en janvier 1977, et engage ainsi le combat pour le respect des droits de l'homme et le respect des lois tchécoslovaques.

Élu en avril 1978 porte-parole de la Charte, il impulse une orientation internationaliste (solidarité avec les défenseurs des droits de l'homme dans d'autres pays) et de masse, pour que la Charte s'occupe des problèmes quotidiens des gens.

Arrêté le 1er octobre 1978, il est condamné en janvier à neuf mois de prison pour « *agression contre un policier* » — accusation montée de toutes pièces — selon la méthode classique de tout pouvoir réactionnaire — pour empêcher Sabata de s'exprimer et de se battre.



Sabata devant le comité central

« *Je considère que les* **principes du XIVe Congrès extraordinaire du Parti communiste tchécoslovaque** *et la manière dont il définit l'entrée des armées étrangères sur notre territoire :* **comme une occupation, sont corrects.** *Je suis donc d'avis que* **notre souveraineté nationale, en tant qu'État, a été lourdement violée et que la normalisation est conditionnée par le départ des troupes et non l'inverse...**

Le camarade Rytir dit qu'il doute que la direction du Parti, étant donné sa composition, puisse appliquer une politique d'amitié active avec l'URSS, etc. Il faut certainement laisser au camarade Rytir ses convictions, mais on doit ajouter une chose : si le camarade Rytir veut mener une politique partant de ces principes, **il peut y parvenir, mais à une seule condition : par la force des baïonnettes, soviétiques et autres.** *Nous savons tous que ce n'est pas là une voie communiste, que ce n'est pas là une politique communiste, mais anticommuniste.*

Le camarade Rytir parle d'amitié active avec l'Union soviétique. **Nos citoyens ne la ressentent pas aujourd'hui.** *Nous ne saurions appliquer une politique d'amitié avec les pays socialistes qu'à condition de lutter pour notre souveraineté d'État, pour une entière souveraineté nationale, contre tout ce qui l'a déformée, contre tout* **ce qui empêche cette nation d'être un membre pleinement égal en droits de la communauté socialiste.** »

1978 : la Charte 77 condamne l'ocupation soviétique

Ce sera bientôt le 10e anniversaire de l'intervention militaire des cinq États du Pacte de Varsovie, réalisée à l'insu des instances les plus élevées de notre État comme de la direction d'alors du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Ce fut un acte illégal, contraire à la Charte des Nations Unies, au Pacte de Varsovie, au traité d'amitié, de coopération et d'aide mutuelle entre la Tchécoslovaquie et l'URSS du 13 décembre 1943, comme à la définition de l'agresseur et de l'agression adoptée par les deux États dans leur déclaration commune du 4 juillet 1933, et qui est encore en vigueur aujourd'hui.

12 août 1978.

« *La Charte 77 est une communauté active, vivante, ouverte. Elle nese replie pas sur elle-même, elle ne se sépare pas de la société. Sa base de départ, c'est la conviction que chercher et trouver la vérité est l'affaire commune de tous les citoyens. Fidèle à elle-même, elle demeure une société ouverte, informelle et libre, de personnes de différentes convictions, une communauté de personnes fondée sur le respect des droits de l'homme dans notre pays et dans le monde* ».

(Extrait du document 21 de la Charte 77, 19 octobre 1978).

DOSSIER

Marchais et Vaclov Sabata

A l'automne dernier, Vaclav Sabata, fils de Jaroslav Sabata, a écrit à Georges Marchais à propos de son père emprisonné :

« *Je m'adresse à vous non seulement dans l'intérêt de mon père, mais aussi dans l'intérêt des nombreux Tchèques qui peuvent, à n'importe quel moment, se retrouver dans la même situation... Je vous demande d'intervenir auprès des autorités tchécoslovaques, de protester contre les méthodes de répression* ».

Deux journaux français, *l'Express* et *le Matin*, se sont fait l'écho de la démarche du fils de Sabata. Mais celui-ci, venu exprès en France, n'a pas été reçu par Marchais. Il rapporte ainsi l'affaire : « *Seuls les communistes se sont refusés à me rencontrer. Ils m'ont dit qu'ils seraient prêts à me rencontrer à condition que je démente ce que l'Express avait écrit, à savoir que je n'avais jamais reçu de réponse de Marchais à ma lettre. Mais je ne pouvais pas le démentir parce que je n'avais vraiment reçu aucune réponse. C'est pourquoi je n'ai pas été reçu par les communistes. J'ai encore essayé, j'ai téléphoné chaque jour mais ils n'ont pas voulu* ».

Au lieu de cela, *l'Humanité* du 30 novembre 1978 publiait un article : « *Provocation contre le PCF* », dans lequel il était écrit :

« *Les faits prouvent à l'évidence que l'objectif visé n'est pas une action efficace pour la libération de J. Sabata mais bien une opération politicienne, menée avec l'aide de l'Express et du Matin, journal proche du PS.*

Utiliser le sort de son père pour une telle besogne est particulièrement déshonorant. Le PCF ne saurait se prêter à des manœuvres qui n'ont rien à voir avec la juste défense des droits de l'homme. Pour la justice et la liberté, il poursuivra son action dont l'efficacité est reconnue et appréciée ».

Est-ce ainsi que les dirigeants du PCF défendent les libertés ? En réalité, contre les emprisonnés, ils choisissent le camp des emprisonneurs.



La brochure mise au pilon.

Ce que disait le bureau politique du PCF le 21 août 78

Le Bureau politique du PCF exprime sa surprise et sa réprobation à la suite de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie... Le PCF n'a cessé de lutter dans ce sens (préserver et étendre les conquêtes socialistes) en faisant connaître son opposition à toute intervention militaire venant de l'extérieur.

Et le 25 août

Par solution positive, le Bureau politique entend un accord comportant avant tout la normalisation de la situation en Tchécoslovaquie dans le cadre de la souveraineté du gouvernement et du Parti communiste tchécoslovaque, ainsi que de leurs obligations internationales — ce qui implique le retrait des forces d'intervention.

Le point de vue de Jiri Pelikan, leader de l'opposition socialiste tchécoslovaque

« Si l'on condamne l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et qu'on dit qu'on ne change pas de position, il faudrait être conséquent et demander aux dirigeants soviétiques de retirer leurs troupes de Tchécoslovaquie...

La critique des différentes formes de persécution ne suffit pas si l'on n'aboutit pas à l'analyse des raisons de ce système. Il ne s'agit pas malheureusement d'incidents de parcours, de cas individuels, d'exceptions à la règle. C'est plutôt la règle elle-même ! Et il faut donc se distancer très clairement de ce système... On ne peut pas être à la fois solidaire des prisonniers politiques et de ceux qui les ont mis en prison. »

Interview de l'Humanité rouge bimensuel No 49.

Extrait d'une résolution du 3e congrès du PCMLF

A la fin des années 50, une clique bourgeoise, sous la conduite de Khrouchtchev, a usurpé le pouvoir en Union soviétique et a transformé le premier État socialiste en un État capitaliste qui, plus tard, avec l'invasion de la Tchécoslovaquie, a manifesté sa nature social-impérialiste. L'Union soviétique et son parti sont devenus le chef de file du nouveau révisionnisme, du révisionnisme moderne. Une bataille gigantesque a été alors déclenchée par Mao Zedong et le Parti communiste chinois contre ses trahisons théoriques et pratiques. Le révisionnisme moderne se distingue du révisionnisme ancien parce qu'il détient le pouvoir dans de nombreux pays anciennement socialistes. Il présente de multiples visages, mais son centre de gravité reste toujours le révisionnisme soviétique.

78 : Juquin Plioutch au pilon

« *Un camarade, membre du Parti depuis une vingtaine d'années, est intervenu pour parler de la brochure qui avait été mise au pilon. (Un million d'exemplaires pour le premier tirage avec la photo de Plioutch serrant la main à Juquin, trois cent mille pour le second avec la photo du camp soviétique. Coût de l'opération : deux cent millions anciens).*

Le camarade intervient donc, expose les conséquences politiques, les conséquences sur la démocratie, la responsabilité de la direction dans une telle affaire. Là-dessus, Baillot prend la parole, dit que c'est absolument faux, affirme qu'il n'y a jamais eu deux cents millions de coût pour une prétendue mise au pilon des deux premiers numéros de la brochure et que d'ailleurs, il n'y en a jamais eu deux premiers numéros.

« *Le camarade alors se lève, redemande la parole et — je ne me souviens plus très bien comment il l'a dit — déclare qu'il a avec lui les trois numéros. Baillot continue de dire que c'est impossible. Alors le camarade montre à tout le monde les trois numéros... Un grand silence dans la salle. Il y avait beaucoup de camarades qui n'étaient pas au courant, qui n'en revenaient pas, ils étaient complètement abasourdis.* »

FRANCE - RFA

DOSSIER

Vassalisation ou compétition acharnée

Avec l'élargissement de l'Europe, la France va-t-elle devenir vassale de l'Allemagne ? Certes, l'Allemagne est une des plus grandes puissances économiques européennes. Mais quelle est la place des monopoles français par rapport aux autres monopoles européens dans la course à la compétitivité au niveau de l'Europe ?

Dans la concurrence particulièrement acharnée qui se joue dans un certain nombre de secteurs clé, l'Allemagne dispose d'atouts importants dans certaines branches. Par exemple, dans la machine-outil, dans la chimie, la production est déjà très fortement concentrée et les monopoles allemands comme Hoechst, géant No 1 mondial de la chimie, Bayer et Basf viennent en tête, devançant largement Rhône-Poulenc. Mais peut-on généraliser et affirmer que tel est le cas dans tous les secteurs ? En fait, selon les conditions propres à chaque pays, il y a développement inégal des monopoles d'un pays à l'autre, selon les branches.

Un développement inégal des monopoles

Prenons le domaine de l'aérospatiale, qu'il s'agisse de l'Airbus ou des satellites, la France se trouve en avance sur les autres monopoles européens.

Ainsi, le groupement européen Airbus-Industrie assurant la maitrise d'œuvre de l'Airbus, qui est en train de battre tous les records de vente, réunit à parts égales la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) pour la France, la Deutsch Airbus, filiale des firmes Messerschmidt-Bolkow-Blohm et Ven-Fokker pour l'Allemagne ainsi que la société Casa pour l'Espagne ; enfin, la firme britannique British-Aerospace a rejoint ce groupement à raison de 25 % du montant global des financements. Et, au sein de ce groupement, c'est l'Allemagne qui est le plus en recul, disposant d'un potentiel égal à la moitié de celui de la construction française et au quart de celui de la construction britannique. A tel point que cette branche allemande est relativement saturée par l'Airbus. A tel point aussi qu'il semble que le projet Jet, avion court-moyen courrier de 120-160 places, destiné à s'opposer aux bi-réacteurs US Boeing 73 et tri-réacteurs Boeing 727, ne semble devoir naitre que d'une coopération entre la SNIAS et la British-Aerospace, à l'exclusion des monopoles allemands à bout de souffle.

En ce qui concerne les satellites, le programme européen de la fusée Ariane, réuni autour de l'Agence spatiale européenne (ESA) qui le finance, consacre la suprématie des monopoles français.

C'est le Centre national d'études spatiales (CNES) qui assure la maitrise d'oeuvre et la SNIAS qui est le constructeur principal, fabriquant les 1er et 3e étages et intégrant l'ensemble. Le 2e étage est construit par la firme allemande Erno. Les monopoles français en détiennent la part majoritaire (62,5 %) tandis que le restant est partagé entre l'Allemagne (20,12 %) et la Belgique (5 %). Qui plus est, l'Ariane va servir à lancer le satellite national français de télécommunications dont la construction vient d'être envisagée (le Télécom 1) ainsi que l'engin d'observation de la terre, le Spot, dans ses versions civile et militaire dont la construction est prévue dans un an. Bref, le domaine aérospatial se porte fort bien pour les monopoles français, en tête devant les firmes allemandes. Et ceci, toujours en opposition avec leurs rivaux US. A meilleure preuve, le récent choix de l'Intelsat, organisme international, gérant un système de télécommunications, qui s'est fait au profit de la fusée Ariane, qui l'a remporté grâce à ses prix plus compétitifs, malgré d'âpres pressions américaines.

De même, dans le domaine du nucléaire, les capitalistes français obtiennent une place primordiale en Europe avec PUK et Empain-Schneider, la Thomson ou la CGE. En témoignent les accords avec l'Allemagne sur les surgénérateurs : la société européenne, la Serena, chargée de la commercialisation de la technique, est détenue par la France pour 65 % des capitaux partagés entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et Novatom (de Creusot-Loire du groupe Empain-Schneider) ; l'Allemagne n'y détient que les 35 % restants (par la société KUG, contrôlée par Siemens).

Enfin, d'autres secteurs font l'objet d'âpres luttes et les monopoles se livrent une concurrence acharnée à armes relativement égales.

A armes relativement égales

Dans le domaine de l'automobile ou le marché mondial est saturé, c'est Volkswagen vendant des moteurs à Chrysler et lui achetant une usine aux USA. C'est Renault qui fait distribuer ses R 5 et les poids lourds de sa gamme moyenne par la firme US Mack ; c'est Peugeot-Citroën rachetant les filiales européennes de Chrysler. Une bagarre sans merci est livrée entre les firmes pour emporter les marchés des pays du tiers monde. C'est la constriction d'un pont aérien avec le Nigéria par Peugeot ou encore l'implantation de Renault en Argentine. Mais c'est aussi le récent projet de Volkswagen de construire ses voitures en Corée du Sud avec le groupe Hyun Dan Motor, premier constructeur sud-coréen de voitures.

Ou encore, les monopoles de cet autre secteur de pointe qu'est l'informatique rivalisent entre eux sans que la CII-Honeyweybull (dont la France détient 53 % des parts) ou le monopole allemand l'emportent nettement.

Enfin, on ne peut pas dire que la bourgeoisie française ait renoncé à jouer la carte de la sidérurgie. Mais les temps sont plus durs pour elle, la concurrence s'est exacerbée et accrue d'autant avec la venue sur le marche de pays du tiers monde. Et les capitalistes français restructurent pour rester les premiers là où ils ont des atouts : c'est dans le domaine des aciers plats et spéciaux (utilisés dans la construction automobile, navale, nucléaire, etc). C'est Usinor qui consacre 84 % de sa production totale aux produits plats contre 18 % pour Sacilor-Sollac. On retrouve Creusot-Loire et PUK comme principaux producteurs d'aciers spéciaux.

Certes, les monopoles français ont du retard dans la modernisation de leur appareil de production pris dans son ensemble. Mais ces faits-là témoignent que, dans des secteurs de pointe, les monopoles français se portent fort bien. Et, cette poignée de capitalistes monopoleurs français qui tiennent les rênes du pouvoir se montrent de plus en plus gourmands et assoiffés de profits pour tenter d'être en tête de l'Europe. Cette guerre entre monopoles européens, ce sont les travailleurs qui en font les frais.

Catherine LEMAIRE

REVUE DE PRESSE

«Maintenant», No 4
Chomsky

«Dès le milieu de 1975, la presse américaine va protester contre la situation au Cambodge, en se plaignant de ce que «personne ne proteste». En termes précis, les critiques les plus dures et les plus rigoureuses parleront maintenant de «cent mille massacrés». Chiffre terrible, intolérable. La rumeur va l'amplifier — en France surtout — jusqu'au chiffre de plusieurs millions. Ce qui est certain, c'est que «les média ont fait le silence, dans le même temps, sur les cent mille massacrés du Timor oriental» — cette ex-colonie portugaise, libérée par la Révolution d'Avril et aussitôt envahie par l'armée indonésienne. Pourtant, si ces chiffres sont vérifiés, et relativement à la population des deux pays, ce «génocide-» là serait «dix fois pire» que celui du Cambodge ?»

CAMBODGE (KAMPUCHEA)

Des assassinés qui se portent bien !



De gauche à droite, MM. Ngo Pin, Sam San et Chan Youran.

On se souvient de l'article à sensation publié dans le numéro 172 (octobre 1978) de l'hebdomadaire *Afrique-Asie*. Il « révélait » une liste de 12 noms de personnalités du GRUNK (1) que des « témoins directs » avaient vu exécuter au Cambodge, par les procédés les plus barbares : « *exécutions effectuées à la hâche ou même plus simplement en écrasant les têtes des victimes avec des houes, des bêches ou des gourdins* ». Un tel article apportait ainsi un renfort au concert d'accusations de « massacres » imputés au gouvernement du Kampuchea démocratique, dirigé par Pol Pot.

Déjà, à l'époque, au démenti concernant le cas de M. Ok Sakun, ancien chef de la mission du GRUNK à Paris, avait été adressé à toute la presse. Monsieur Ok Sakun avait en effet accompagné la délégation du PCML qui avait séjourné au Kampuchea du 9 au 16 septembre dernier pendant toute la durée de son séjour là-bas, démenti appuyé par des photos montrant M. Ok Sakun en compagnie de notre délégation. Aucun journal ne s'en est fait l'écho.

La semaine dernière, j'ai eu le plaisir de rencontrer à Genève la délégation du Kampuchea démocratique siégeant à la conférence de l'ONU sur le droit de la mer. Parmi les membres de cette délégation, figuraient deux autres « assassinés » de la liste d'*Afrique-Asie* : M. Chan Youran, ancien ministre de la jeunesse du GRUNK et M. Hing Un, ancien dirigeant du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Ils m'ont donné les meilleures nouvelles des autres soit-disant « *disparus* » et notamment de M. Chau Seng, ministre d'État du Grunk, bien connu des milieux journalistiques et diplomatiques français. Qui donc se fera aujourd'hui l'écho de ce nouveau démenti, accompagné lui aussi de photos à l'appui ?

Et pour faire bonne mesure, il n'est pas inutile de rappeler la conclusion de l'article d'*Afrique-Asie*. Il évoquait « *la folle ambition de restauration d'un empire khmer d'Angkor s'étendant du delta du Mékong au Vietnam du Sud, etc. Et l'on entend déjà des vétérans vietnamiens des deux guerres de résistance évoquer la nécessité de se préparer à une troisième guerre de résistance.* »

Là aussi les faits ont tranché : la guerre de résistance, ce sont les patriotes du Kampuchea qui la mènent contre les agresseurs vietnamiens et non l'inverse.

Annie BRUNEL

(1) Gouvernement royal d'union nationale du Kampuchea que le prince Sihanouk présidait pendant la guerre antiaméricaine.

MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Des partis qui vont de l'avant

Le mouvement communiste international a une histoire déjà longue – plus d'un siècle – et complexe. Il a été traversé par de nombreuses luttes qui reflétaient les luttes de toute la société.

Depuis la dégénérescence de l'URSS et la scission des Khrouchtchev et Brejnev, sa réalité est plus diverse encore. Mais au travers de toutes les crises et les difficultés, que ce soient les attaque calomnieuses de l'Albanie contre la Chine ou le virage du Vietnam dans le camp soviétique, il va de l'avant, en apprenant des erreurs passées et en surmontant ses divisions. Certains partis, comme le parti chinois et le parti thaïlandais, sont fort anciens et bénéficient déjà d'un riche acquis de luttes et de victoires. D'autres sont plus jeunes, créés dans les années 1960 ou 1970, comme le parti turc (TIKP), le parti espagnol (ORT) ou le parti norvégien (AKPML), mais déjà leurs rangs représentent une véritable force à l'échelle de leur pays. Dans d'autres pays enfin, les forces marxistes-léninistes en sont encore à la première étape de leur organisation et leur unification, comme au Zaïre ou au Vénézuéla.

Mais au travers de cette diversité due à des situations concrètes différentes, l'unité du mouvement communiste international est soudée par un but commun : le communisme ; une théorie commune : le marxisme-léninisme ; une cible commune à l'échelon mondial : l'impérialisme : les deux superpuissances, et plus particulièrement la plus agressive d'entre elles, l'Union soviétique impérialiste.

Jean SCHUBERT

BOLIVIE

Un parti qui a dirigé la récente lutte des mineurs

Le Parti communiste marxiste-léniniste de Bolivie (PCMLB) a été fondé en 1965 dans le plus important des districts miniers du pays, Siglo Veinte. C'est là que se réunirent la très grande majorité des bases du Parti communiste bolivien pour dénoncer la politique de capitulation devant la bourgeoisie pro-impérialiste au pouvoir de sa direction et de reprendre la voie de la lutte contre l'impérialisme.

Aujourd'hui le PCMLB, le seul parti marxiste-léniniste du pays, dirige plusieurs syndicats ouvriers importants, notamment celui des mineurs et une des principales organisations paysannes. C'est lui qui a notamment dirigé fin 1977-début 1978 la grève générale des mineurs qui, combinée avec une grève de la faim de 1 400 personnes dans tout le pays, déboucha sur la chute du régime fasciste du général Banzer.

Nous avons publié un reportage exclusif sur la situation en Bolivie dans l'Humanité rouge No 52.

TURQUIE

De dures épreuves

Réorganisés en parti depuis 1969, les révolutionnaires prolétariens de Turquie ont déjà subi de dures épreuves : en 1972-1973, des dizaines d'entre eux ont été emprisonnés, torturés et condamnés à de lourdes peines. Mais ils ont depuis poursuivi la lutte et renforcé considérablement leurs rangs. En 1975, ils ont organisé des marches dans tout le pays pour dénoncer à travers les villages qu'ils traversaient les ambitions hégémoniques de l'URSS et des USA. Depuis l'an dernier, ils publient un quotidien, le cinquième de Turquie : *Aydinlik* (Clarté), sur huit pages grand format en trois couleurs. Le mot d'ordre central du TIKP : *« Pour une Turquie indépendant et démocratique ! »*.

THAILANDE

A la tête de la lutte armée

Fondé en 1942, le Parti communiste de Thaïlande est sans aucun doute l'un des plus puissants partis marxistes-léninistes d'Asie, non au pouvoir.

Menant la lutte souvent clandestine dans un pays où les dictatures pro-impérialistes se sont succédé, il a declenché la lutte armée dans les campagnes en 1965. Fin 1968, la première base révolutionnaire était achevée. Aujourd'hui, la moitié des provinces sont touchées par la guérilla et les zones libérées s'étendent.

Comme disait une jeune intellectuelle en arrivant dans les maquis : « Il est surprenant que ce parti qui a toujours travaillé dans la jungle et n'a jamais pu ouvrir un siège en ville, recueille la confiance de tant de gens venant d'origine différente... ».

ESPAGNE

«En lucha», un hebdomadaire diffusé à 90 000 exemplaires

Créée vers le milieu des années soixante, l'ORT est devenue légale après la mort de Franco. Elle diffuse un journal hebdomadaire, *En Lucha* (En lutte), à 90 000 exemplaires.

Lors des élections municipales, le 3 avril dernier, l'ORT a mené une campagne commune avec l'autre formation marxiste-léniniste, le PTE (Parti du travail d'Espagne). Les deux partis ont obtenu un important succès : 500 conseillers municipaux élus ainsi que 40 maires.

Les deux partis doivent s'unifier prochainement.

Vécu

Etre femme agricultrice en 1979



Elles sont des milliers en France ; on les connait mal ; elles ne font pas la une des journaux bourgeois, on s'en doute. Quant aux journaux de femmes, bien peu s'y intéressent et... en tout cas, elles, elles ne s'y reconnaissent pas.

Femmes de petits paysans ou elles-mêmes exploitantes, elles sont des milliers à connaitre une double journée de travail sans statut. En plus des soucis de la ferme qu'elles partagent pleinement avec le mari, il y a les enfants, la maison, la course continuelle, la difficulté de parler, de communiquer : le temps, l'isolement, des traditions encore tenaces font qu'il est difficile de s'imposer.

Nous publions ici des témoignages recueillis par un journaliste de la *Faucille* en Bretagne. Témoignages vivants de la vie, des aspirations de ces femmes du peuple dans la « société libérale » chère à ceux qui nous gouvernent et nous exploitent.

Le travail à la ferme, c'est dur. Ce sont des journées de travail longues levée tôt, 6 h 30-7 h le plus souvent, les bêtes à traire, qu'il pleuve ou qu'il vent, il faut sortir le faire, ça ne peut pas attendre. La traite à la main, c'est être assise sur un petit tabouret, craindre éventuellement un coup de pied, porter des seaux et des bidons et cela matin et soir. Quant aux salles de traite, c'est un hangar ouvert, un vrai courant d'air de tuyaux, humide où l'on ne peut emmener les gosses. Si on ne veut pas les laisser seuls, il faut traire à toute allure, nettoyer, laver la salle, ramener les bêtes à l'étable ou au pré.

Un « métier de femmes » ?

C'est cela le quotidien d'Annie, 25 ans, deux enfants en bas âge, qui tient avec son mari une ferme de 23 hectares avec 28 vaches en Bretagne. Pas un métier de femme ? Pourtant, elle le fait et, comme le dit son mari, *« pour nous non plus ce n'est pas une vie »*. Car si les travaux des champs ne sont pas de tout repos *« à trente ans, dit-elle, on est déjà usé »*. Ce sont surtout les incertitudes qui rendent la vie difficile : les revenus agricoles ne sont pas gros, sont variables, l'endettement est systématique, au moins pour les jeunes.

Aucune formation, aucune qualification

Annie vient de la ville. Elle a tout appris sur le tas : la traite, le velage (accouchement des vaches), elle participe à tous les travaux. Elle a suivi un stage de vacher-porcher, mais c'est rarissime... d'autant que le centre départemental de formation qui l'assurait n'accepte plus de femmes depuis qu'une stagiaire... a osé faire l'amour avec un stagiaire. Un comble ! L'apprentissage des filles, c'est le ménage, la gestion, la couture, les soins aux poulets et aux lapins, aide-soignante ou aide-familiale, mais le métier, elles ne l'apprennent pas. Rares sont les femmes chefs d'exploitation (excepté les veuves). Peu de femmes savent passer une vitesse sur un tracteur, et même si c'est une femme qui trait les vaches, l'insémination, c'est le mari qui la décide.

Pour trouver du travail à l'extérieur, c'est difficile sans formation : il reste les boulots des plus durs, les moins bien payés, les plus instables et avec le chômage...

Travailler dehors, c'est difficile

En plus, il y a le travail de la ferme : souvent huit heures par jour. Ensuite il y a les enfants et la maison. Pas de garderie. Il y a aussi un obstacle de taille : se référant au passé, certains pensent que c'est un progrès que les femmes n'aillent pas travailler au-dehors en plus des heures sur la fer- →

Nous voulons 10 jours gratuits pour l'accouchement

Pour l'accouchement, on a dix jours, c'est tout. Bien souvent, on fait la traite la veille d'accoucher, et c'est dur quand on est enceinte d'être courbée et de risquer un coup de sabot et encore ces dix jours ne sont pas remboursés à 100 % mais à 75 % : si on fait appel à un vacher pour nous remplacer, on doit encore débourser un quart. En fait, cette loi est surtout utile pour les riches, car on ne peut pas se permettre d'embaucher quelqu'un pour nous remplacer. Ce que nous voulons, c'est dix jours gratuits.

(Suite de la page 23)

me. Il est donc difficile d'aller dire aux femmes : « cherchez du travail à l'extérieur pour gagner votre indépendance» . Quand on est obligé de s'embaucher dehors (si on trouve) c'est uniquement pour survivre.

Quel statut revendiquer ?

La femme d'agriculteur n'existe pas aux yeux de la loi ni dans la pratique pour les assurances sociales. La grosse question, c'est d'être reconnue comme travailleuse par rapport, en particulier, à la Sécurité sociale. Mais quel statut ? Co-exploitante ? C'est impossible, car cela permettrait aux gros de contourner la loi sur les cumuls (la femme serait un prête-nom qui permettrait aux gros paysans d'obtenir deux fois plus de surfaces, deux fois plus de prêts, etc.). Salariée du mari ? Mais c'est accroître encore la dépendance de la femme. Déjà, jusqu'à l'an dernier, c'était l'homme qui touchait les allocations familiales, logement, etc. Y compris les primes d'allaitement ! L'IVD (Indemnité viagère de départ), c'est le mari qui la touche. On a vu le cas de divorces où le mari part en empochant la retraite et l'IVD, la femme se retrouvant sans rien, absolument rien pour vivre.

Nos revendications : être déchargées des enfants

A la campagne, surtout, avoir des enfants, ça change tout : les garderies ou les crèches sont rares, chères et se trouvent en ville. Elles sont totalement inexistantes à la campagne. Que faire des enfants en bas âge quand il faut travailler aux champs, à la salle de traite, ou quand on veut chercher du travail au-dehors ?

La solution, c'est la possibilité d'avoir des aides-familiales, des garderies gratuites. Sinon, cela ne profitera une fois de plus qu'aux riches. En attendant la solution, c'est trop souvent de s'en remettre aux parents, aux beaux-parents, aux aînés.

L'entente dans le couple c'est fondamental

Moins de divorces, plus de suicides chez les petits paysans qu'ailleurs. Étonnant ? Certainement pas. Divorcer, c'est un luxe et on ne peut pas rester seule avec des enfants à la campagne !

Pour les tâches, Annie se débrouille avec son mari : c'est lui qui étend le linge, qui s'occupe souvent de la table et des enfants, mais ce n'est pas encore vraiment rentré dans les habitudes. Il constate : *« On s'étonne quand c'est moi qui couche les enfants »*. Annie ajoute : *« Quand on parle de moi, on trouve que je ne fais rien »*.

Avec les horaires des champs, la vie du couple, c'est difficile. Même si en apparence le mari et la femme sont sur la ferme, ils ne se voient guère qu'au café, *« la petite pause qui coupe les demi-journées et à laquelle on tient en Bretagne »*.

Un gros problème aussi, c'est la cohabitation avec les beaux-parents : c'est un frein à notre libération car c'est la belle-mère qui est « responsable » surtout lors des grossesses.

Dix ans après, *« quand on veut réagir, il est souvent trop tard »*. C'est d'autant plus difficile de s'en sortir que, en même temps, on a besoin d'eux pour la garde des gosses et que quand on veut en discuter autour de nous, on a souvent tort aux yeux des autres : *« C'est toi qui ne sais pas y faire »*. Se révolter toute seule, contre son mari, *« c'est pareil, c'est la fin de tout »* et c'est vrai que de toute façon, on n'est pas liés seulement par amour et par les enfants, mais aussi par la ferme : *« La ferme est trop mélangée avec la famille »*.

Etre responsable au même titre que les hommes

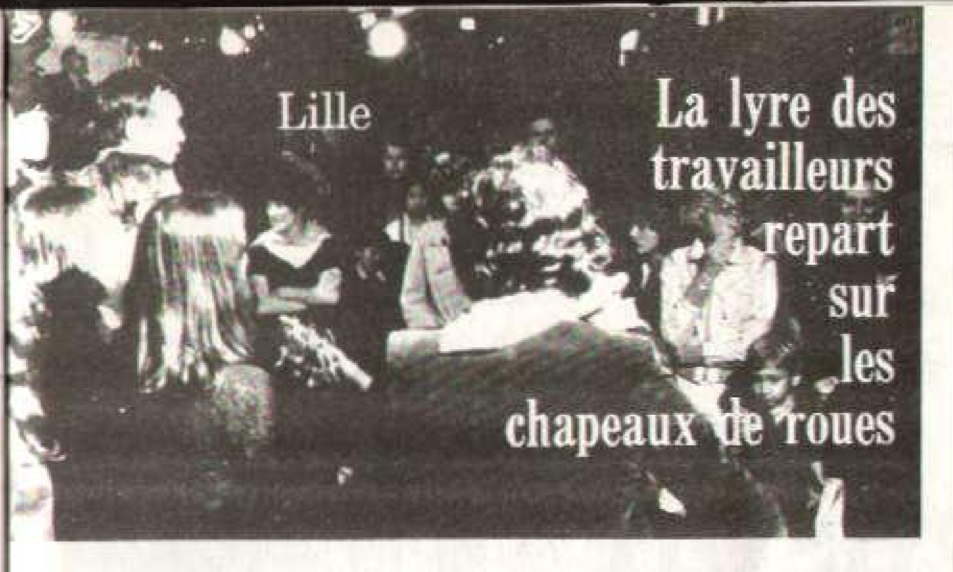
La femme ne participe encore guère aux réunions locales, syndicales par exemple. *« Les femmes ne se sentent pas encore responsables et les maris ne sont pas prêts à céder une partie de leur pouvoir »* et puis, même aux réunions, *« il faut faire attention à ce qu'on dit : si une femme dit une bêtise, ça arrive à tout le monde, alors là tout le monde rit. Il faut s'informer surtout si on veut prendre la parole et être crédible. Ce qu'une femme dit, cela a moins de poids que ce qu'un homme dit. Et de toujours se bagarrer pour avoir le droit à la parole, à la fin, on s'en lasse »*.

C'est Jeanne, une petite quarantaine d'années, aide-familiale pendant dix ans et qui a cherché à faire participer les femmes à des groupes de vulgarisation. Elle ne mâche pas ses mots. La solution, discuter, se rencontrer, oui, mais ce n'est pas facile.



Le poids de la religion

Il y a encore des freins à notre indépendance. La contraception, par exemple, on n'en parle pas : chacune se débrouille. L'avortement est encore très mal vu. La religion sur cette question a encore du poids : dans un bulletin paroissial, avorter était dénoncé avec cette comparaison stupide : *« Vous n'étouffez pas les poussins dans votre poulailler, alors... »*. Quant à la sexualité, Annie raconte avec humour sa découverte en maternité de certains « journaux de femmes » et l'énorme importance des problèmes sexuels et s'écrie : *« Nous aussi on en a, mais ça n'occupe pas les trois-quarts de notre vie »*.



Lille

La lyre des travailleurs repart sur les chapeaux de roues

Cela fait deux ans qu'il existe ce groupe vocal créé fin 1977 par des militants du Parti communiste marxiste-léniniste du Nord. Deux ans de travail, de réussites et aussi de difficultés. En fin d'année, après son deuxième disque, la Lyre avait réuni ses amis pour un banquet qui fut un succès sans précédent (plus d'une centaine de participants). Après une période de réorganisation, pour mieux adapter les moyens au but poursuivi, la Lyre, avec le retour du printemps, repart sur les chapeaux de roues : plus d'une dizaine d'interventions sont prévues en avril.

Rémi Dainville a rencontré le chef de la Lyre des Travailleurs qui explique où en est le groupe à la veille de la sortie de son troisième disque.

La saison a commencé par un tour de chant devant l'assemblée générale des adhérents de la MJC où la Lyre répète désormais à Roubaix. Public de jeunes, beaucoup d'immigrés, un bon accueil. Puis, pour consolider une bonne tradition, une aubade sans cérémonie fut donnée dans le petit café de St-André où avait été fêté le premier anniversaire, devant des travailleurs invités par le patron pour la circonstance ; la Lyre y alla de son petit refrain et le tout fut clôturé par une vibrante et chaleureuse Internationale.

Ce fut par ailleurs la préparation à toute vitesse de son troisième disque un 45 tours avec deux titres : *« Oh, là Denain »* et *« La soupe aux alouettes »*.

Ce disque doit sortir pour le 1er Mai. Parlons encore de la participation active de la Lyre à une journée presse organisée par la cellule Mao Tsé-toung dans le quartier de la Mousserie à Roubaix. Était-ce à cause de la Lyre, ou à cause des amis du deuxième disque diffusé par une voiture sono, ou bien simplement le retour du soleil ? Cette journée fut une réussite pour les camarades qui dépassèrent la moyenne de vente prévue. D'ailleurs, la Lyre, qui compte beaucoup sur le soleil, a prévu d'arpenter les trottoirs de Denain et de Dunkerque pour préparer les journées de solidarité avec les sidérurgistes, organisées par le Parti communiste marxiste-léniniste.

Actuellement, la Lyre prépare son tour de chant pour séjourner à Denain et Dunkerque. Ce ne sera pas tout à fait un spectacle — manque de temps — mais il devrait y avoir de quoi être satisfaits.

Jacques, le chef, nous confiait : *« Notre plus gros problème, c'est le temps, on est des amateurs, il faut le répéter, on n'a pas de spécialistes, donc il nous faut du travail pour arriver à quelque chose ; mais on n'a peu de temps, on a décidé de passer à trois heures de répétition hebdomadaires. On commence à avoir un répertoire plus diversifié ; mais ça va lentement : par exemple, le trac des camarades. Pour le vaincre, il faut chanter, il faut oser chanter. Ce qui se passe actuellement, c'est très bon. On commence à avoir confiance dans ce qu'on fait. Bien sûr ce n'est pas parfait mais on est sur la bonne route. En mai, on va chanter dans une fête populaire ; même chose à Roubaix en juin... On est invité par la section syndicale d'une grosse boîte de la région pour la fête qu'elle organise. Tout ça nous encourage à travailler, à surmonter les difficultés. Ce qui se passe prouve qu'il nous est possible de faire entendre notre voix et que ça tient, en bonne part, à nous. Et se faire entendre, pour une chorale, ça n'est pas le plus important : ça c'est fini ! »*.

Dans un café de Denain

Quelques camarades de la Lyre sont allés chanter en éclaireurs dans un café de Denain. Ils y ont reçu un accueil sympathique. Laissons-les parler :

« Dans le café, il y avait une quinzaine de personnes : des ouvriers, des jeunes, certains d'Usinor. Nous, on a chanté nos chansons assis autour de notre table. On avait le trac : à la fin de chaque chanson, c'était le silence total ; ça nous a surpris. Paradoxalement, ce sont nos chansons les plus mélancoliques qui les ont émus davantage. Le soir, on est revenu de Denain en faisant un crochet par Houplin-Ancoigne chez Coignet, une boîte du bâtiment en grève. Là aussi, on a chanté. Le piquet de grève, composé pour l'essentiel de travailleurs immigrés, a été content de nous voir et de nous entendre. Les travailleurs nous ont offert un petit vin blanc ; on leur a proposé de revenir plus nombreux : on a pris date et, de leur côté, ils ont promis de ramener du monde à leur piquet de grève pour l'occasion...

Pareil à Hem où on a chanté quelques chants dans un centre social. Les jeunes ont apprécié ; ils nous connaissaient peu mais ils ont aimé, on va d'ailleurs recommencer pour s'en convaincre.

Dans tout ça, la leçon à tirer c'est qu'on est encore trop timide ; on doit soigner la qualité mais ne pas être perfectionniste. Ce qui compte le plus, c'est d'intervenir, d'oser se faire entendre !



Un disque de la Lyre des Travailleurs, 15 F le disque. 10 % de réduction pour toute commande de 10 exemplaires. [illegible] commandes et [illegible] à ACAP BP [illegible] CCP [illegible] Paris.

Musique

Festival de la chanson, «Printemps de Bourges», 3e édition

La chanson au cœur rouge

Bourges, chef lieu du Berry, en plein centre du pays ; Bourges, comme bourgeoise, tranquille à l'ombre de sa cathédrale, avec sa rue *Moyenne*, son illustre *Jacques Cœur* auquel on doit rien moins que l'invention de l'armée nationale (!) ; Bourges où rien ne se passe... C'est pourtant là qu'on a fêté cette année, du 12 au 18 avril, le troisième printemps d'un festival peu commun : *le festival de la chanson française et internationale*, Bourges comme bourgeons...

Printemps à la hauteur, avec soleil aux terrasses, fleurs dans les arbres et tout, et en prime, un programme à vous faire prendre le premier train via Vierzon :plus de 80 chanteurs et groupes au goût commun pour les choses bien faites et dont le moindre défaut est d'avoir passé l'âme à gauche . Festival de la chanson différente, celle que l'on n'entend pas à la radio le matin avant d'aller gratter, festival des rencontres musicales, où le rock cotoie le folk, où la chanson avec calicots et brassard s'acoquinent avec celle des petits espaces intimes, où la gueulante fricotte avec la complainte.

Ici, c'est pour le plus grand nombre l'occasion de découvertes par dizaines : des chanteuses formidables, et on ne le savait pas (!), des groupes à vous donner envie d'en faire, des mecs pas tout à fait mûrs aussi, mais chouettes quand même. A côté de ça des grosses têtes... d'affiches, et alors ? Renaud, Higelin, Souchon, c'est bien, non ? Et puis, ça fait venir du monde pour voir les autres, qu'on n'a jamais vus et même pas entendus causer.

Et c'est navrant qu'il se trouve des purs et durs de l'avant-gardisme, des dogmatiques de la marge (et une certaine presse dite d'extrême gauche) pour cracher d'un ton blasé, très parisien, sur ce Printemps-là en invoquant qui « *le côté show-bizz de gauche* », qui le côté « *conventionnel, provincial, gentillet* » du festival.

Le succès croissant de Bourges (12 000 entrées en 1977, 22 000 en 1978, 40 000 cette année) montre une double réalité : il existe en France une chanson battante, pleine de vie qui travaille et qui cherche, et un public qui aime ça et qui en veut.

Nous publions ci-dessous une interview d'Alain Meilland, l'un des organisateurs du festival, animateur de l'atelier-chanson de la Maison de la culture, qui éclaire tout à fait à nos yeux l'importance et l'enjeu du « Printemps de Bourges » et au-delà le présent et l'avenir de la chanson « différente » dans notre pays.

Pierre VALSA

INTERVIEW D'ALAIN MEILLAND

L'un des organisateurs du Printemps de Bourges

— PV : A l'origine du Printemps de Bourges, on trouve la maison de la culture et l'atelier chansons que tu diriges depuis neuf ans. Pourquoi ce choix d'un atelier chanson, le seul en France ?

A. MEILLAND : Le problème, c'est plutôt pourquoi il n'y en a pas ailleurs. Les gens de la culture en France sont encore un peu cravatés dans leur tête, alors ça les ennuie de se mouiller avec la chanson. Il ne faut pas donner de l'importance en disant : « *Comment ça se fait qu'il y a un truc là ?* ». Il faut dire : « *Comment ça se fait qu'il n'y en a pas ailleurs* ». Ceci dit, il n'y a pas qu'à Bourges qu'on fait de l'animation chanson (Robisson à Bordeaux, « Champ libre » à Besançon, le centre des Rousseaux à Lille). Je suis simplement le seul à être intégré à une structure officielle, subventionnée.

Ici, on fait un constat : si on veut que la chanson évolue vite, qu'elle puisse suivre l'évolution musicale, théâtrale de son temps, il faut que les chanteurs aient les moyens de créer, comme des troupes de théâtre ou des corps de ballet. Par exemple, le spectacle d'*Orchidée*. Ce sont des filles qui répètent dans une prison, en se gelant le cul, avec du matériel de merde. Si ces filles avaient la possibilité d'avoir un lieu équipé professionnellement pour répéter leur spectacle, elles feraient un truc qui pèterait encore dix fois plus, déjà que c'est chouette.

— PV : Dans le bilan que tu as présenté à la dernière assemblée générale de la maison de la culture, au nom de l'atelier chanson, tu parles d'une politique culturelle bien précise qui a présidé à l'organisation des Printemps de Bourges. *Peux-tu la résumer ?*

A. MEILLAND : Mon rapport commence ainsi : « *La culture populaire ne naît pas des institutions* ». Ce n'est pas à la maison de la culture qu'on va découvrir un nouveau chanteur. La création, elle se fait partout. Qui est là pour constater ? Il faut essayer de donner les moyens de répertorier ce qui se fait et de l'amener dans un lieu de rencontre et de confrontation.

Il y a aussi la politique culturelle au sens plus vaste. On a fait le constat depuis longtemps qu'il y avait une chanson diffusée par les médias et une qui était occultée. Pour plusieurs raisons :

— 1) Politiques : les gens ne tenaient pas le langage du pouvoir : (Suite page 28)

COUP DE PROJECTEUR SUR...

ANNA PRUCNAL

Une voix d'avenir en blouson de cuir



Certainement le grand moment du festival de Bourges. Polonaise d'origine, interdite dans son pays, Anna Prucnal au physique de titi « punk » à blouson de cuir noir, à la voix merveilleuse, transmet une émotion intense, où la communication passe tout de suite avec le public, malgré l'obstacle de la langue pour les chansons polonaises, allemandes ou russes qu'elle interprète.

Anna Prucnal pose des questions en interrogeant le passé. Ainsi, après avoir interpréter deux chansons de Brecht, elle lit un court poème de Wolf Biermann comme pour démystifier. Ainsi, cette belle complainte russe « Souliko » qu'elle chante en russe et qu'elle termine par ces mots : « *C'était la chanson préférée de Joseph Staline* ». Ici et là, elle pose des interrogations.

Anna Prucnal n'exprime pas de certitudes. Elle exprime une quête de racines, de vie, d'amour et il en ressort un grand espoir, un air de fraîcheur.

Un disque devrait sortir en juin chez RCA. Elle sera au Théâtre de la ville en novembre.

ORCHIDEE

Des femmes chantent les femmes

Avec une rare qualité musicale et beaucoup d'humour, « Orchidée » a présenté à Bourges un spectacle très riche où musique et théâtre se mêlent au point de remplir toute la scène de sons, de formes et de lumière. Un régal pour les yeux, les oreilles... Le tout sur le ton de la satire de la vie faite aux femmes.

Elles passeront à la fête d'*Antiroulle* le 28 avril à l'hyppodrome (Paris-Porte de Pantin) dans l'après-midi ; le 1er Mai au Bataclan (Paris), le 4 mai à la MJC de St-Ouen, le 12 mai à Mantes-la-Jolie. Un disque doit sortir en octobre, nous en reparlerons.



IMAGO

Des chansons qui vivent

Ils sont cinq. Ils chantent des chansons : leurs musiques puisent à différentes sources. Plusieurs disques, quelques tubes (Géronimo, la Mosquée, Je m'en vais, je m'en va), de nombreuses tournées leur ont déjà donné une certaine audience. On les entend un peu sur les ondes. La télé les boycotte.

Nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du rapport chanson/politique ; voici leur réponse : « *On a milité dans le passé. Il y a eu 68. Vu ce qu'on était, on a forcément parlé politique : ce à quoi on est confronté, ça nous marque et on l'exprime dans nos chansons. On ne veut pas faire de chansons-tracts, en levant le poing. On essaye d'affiner l'expression. C'est notre attitude en tant qu'auteurs de chansons.*

La chanson, ça doit être quelque chose qui vit. Pour qu'elle vive, il ne faut pas ajouter une succession de slogans. Tu lis la presse d'extrême-gauche pour trouver des informations. Pour la chanson, c'est autre chose ; tu cherches une émotion... »

Un nouvel album est en préparation



Citons encore à titre de référence des groupes ou chanteurs qui méritent le détour si vous voyez leurs noms sur une affiche : Mahjun, Alain Bert, Gwendal, Claude Jacquin, Téléphone, Albert Marcœur, Castelhemis, Isabelle Mayereau, Plume Latraverse, Sol.

(Suite de la page 26)

— 2) De forme : car la forme peut être aussi révolutionnaire à mon avis, mais pas seule, car la forme seule, ça devient de l'esthétisme et l'esthétisme est souvent de droite.

Or, on constatait que, paradoxalement, certains de ces gens-là avaient un public important (Béranger, Ribeiro, Magny, etc.), qu'ils ne passaient jamais à la radio-télé, qu'ils faisaient des chansons étonnantes et quand ils arrivaient dans une ville, il y avait 1 500 à 2 000 personnes qui venaient les voir. C'est-à-dire qu'il existait une *musique différente* et un *public différent*. Ce qu'on a essayé, c'est un coup de projecteur à un certain moment tel que les médias ne pourraient plus les ignorer.

— *PV : Il y a un côté « vedettariat » au* Printemps de Bourges, *ça semble contradictoire avec ce que tu viens d'expliquer ?*

A. MEILLAND : Si on ne fait une programmation qu'avec des gens méconnus, on les laissera dans leur ghetto, on n'aura qu'un mini-public. Le vedettariat, c'est les locomotives qui attirent le public. Étant là, il va pouvoir aller dans les autres salles découvrir autre chose. Alain Bert, en première partie d'Higelin, c'est l'occasion pour lui de chanter devant 4 000 à 5 000 personnes. Le rapport entre la locomotive et les wagons est que, bien sûr, on ne donne pas autant de public à un wagon qu'à la locomotive mais on a plus de wagons que de locomotives. Mon idée, un peu utopique, c'est qu'à un moment donné, la locomotive ça soit Bourges et que les gens viennent sans connaître la programmation, qu'on n'ait plus besoin de locomotives. Ceci dit, être vedette, ce n'est pas forcément une tare. Il y a des chanteurs qui sont très connus mais c'est important qu'ils passent.

— *PV : Neuf ans d'expérience, trois années de* Printemps, *un retentissement national, voire international, quel bilan tires-tu ?*

A. MEILLAND : Le constat que fait Bourges, c'est qu'il existe malgré tout, malgré ses difficultés, une création vivante en France. Il existe un public marginal (je n'aime pas ce mot parce qu'il existe tellement de gens dans la marge qu'on va bientôt y trouver Trigano !). Bourges a mis en évidence que le phénomène de marge n'était pas aussi marginal que ça. Alors, je ne dresse pas un bilan disant échec ou réussite. Je dis la réussite, ce serait d'avoir fait ce constat, non plus entre quelques spécialistes, mais d'avoir fait ce constat au grand public. Rien n'est fait encore, si ce n'est que Bourges existe et qu'on en parle et qu'à partir de là, les choses vont peut-être bouger plus vite. C'est ça qui est important. Un jour viendra où Bourges sera une institution ; alors, il faudra passer à autre chose ; mais au moins, le temps que ça aura existé, ça aura eu le mérite d'ébranler et de faire bouger les choses.

Propos recueillis par Pierre VALSA

Cinéma

Le phénomène Goldorak



Feuilleton télévisé japonais, qui sort également depuis peu au cinéma, *Goldorak* raconte les tentatives d'invasion de la terre par des extra-terrestres impérialistes et fascistes. Dessin animé de science-fiction, il combine habilement le goût naturel des enfants pour le merveilleux et leur intérêt pour les progrès scientifiques qui caractérisent notre époque.

Puisqu'il fallait écrire un article sur *Goldorak*, sans enthousiasme, je suis allé voir ce film. Et puis... et puis très vite, je me suis laissé prendre. Quand la lumière est revenue, j'ai eu l'impression de me réveiller. Pendant une heure et demie, j'étais redevenu un enfant, fasciné par le côté merveilleux de cette histoire.

Un film captivant

Autant je m'étais ennuyé en voyant *Superman*, autant *Goldorak* m'a captivé. Le premier a quelque chose de grotesque : cet homme doué d'une force extraordinaire, évoluant dans un monde identique à celui que nous connaissons, n'est pas crédible. Là au contraire, tout est imaginaire et donc tout est possible.

J'avais beau savoir que tout finirait bien, vibrant à l'unisson de tous les enfants présents dans ce cinéma, à certains moments je sentais ma gorge se serrer et mes mains se crisper sur les accoudoirs du fauteuil. Le danger écarté, on pouvait se détendre un moment et se laisser fasciner par ce festival de couleurs, puis ça recommençait. C'est un film très enlevé et le suspens dure jusqu'à la fin.

« Faites confiance à ceux qui savent »

Tous les personnages humains sont plutôt sympathiques, les rapports entre eux sont assez chaleureux. Seulement, ils sont relativement passifs et semblent absolument incapables de s'opposer aux forces venues de l'espace qui se déchaînent contre notre planète. Seul, un engin sophistiqué, le *Goldorak*, que seul le « bon extra-terrestre » peut piloter, est en mesure de les sauver. Cela se traduit dans les images par des personnages assez statiques, tout le mouvement venant des ovnis, robots spatiaux et, bien sûr, Goldorak.

Autre aspect négatif : sur notre terre, tout n'est que bonté, tout le mal nous vient des étrangers. On peut résumer ainsi la trame idéologique de cette histoire : UN, nous sommes les bons, DEUX, le mal vient d'ailleurs, TROIS, nous sommes impuissants à nous y opposer, QUATRE, il faut nous en remettre à ceux qui maîtrisent les sciences et les techniques, CINQ, de toute façon, ils sont d'une essence supérieure.

Que dire de plus ? *Goldorak* passe aussi en feuilleton à la télé sur Antenne 2. Les enfants, les vôtres aussi sans doute, en raffolent. Regardez-le ensemble. Peut-être que vous aussi vous vous laisserez prendre et ça vous donnera l'occasion d'en discuter avec eux.

Henri BERTHAULT

SPORTS

St-Etienne-Gueugnon Surprise en coupe de France

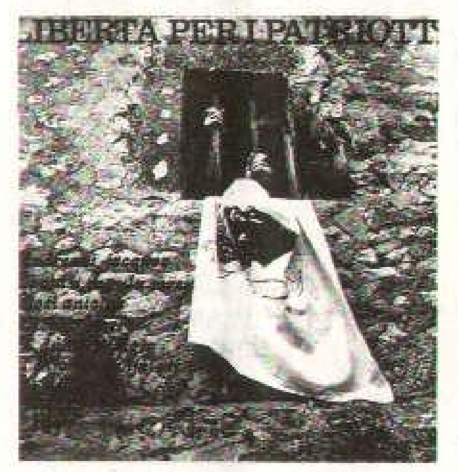
Les nouveaux héros de Geoffroy-Guichard ne s'appellent plus Rocheteau, Piazza, Janvion, Curkovic, Loper, mais Berthommier, Ferrière, Chaussin. On avait déjà vu les verts essuyer des défaites devant de grands clubs, mais face à des amateurs jamais. On les appelle les forgerons de Gueugnon. Ils travaillent aux forges de Gueugnon, chef-lieu du Charolais, petite ville de 11 000 habitants. L'usine de laminage emploie 3 000 travailleurs. Des amateurs, ces joueurs de Gueugnon ? Pas tout à fait. Ils travaillent à l'usine mais disposent de quatre après-midi de libre par semaine pour s'entraîner. Ils touchent aussi 300 F de primes par point obtenu à l'extérieur et 230 F chez eux, à domicile. On est loin des tarifs des professionnels. A l'heure où le football français est en crise (échec au Mundial, échec en coupe d'Europe), ces semi-professionnels apportent peut-être une solution, et en tout cas, une bouffée d'oxygène.



L'équipe au grand complet dans les ateliers des forges.

DISQUES CORSE

«Liberta per i patriotti»



C'est à partir de la soirée du 11 février à Paris, qu'un disque vient d'être édité par A Riscossa et le comité de soutien de Paris. Il comprend une chanson de chaque interprète, qu'il a lui-même choisie, deux courts poèmes et *« Diu vi salvi régina »* qui est considérée comme l'hymne national corse.

Il donne un bon aperçu, par sa variété et sa qualité, de la vivacité de la culture et de la langue corse. De plus, il est très bien présenté, avec, à l'intérieur les textes des chansons en Corse et en français, ainsi que des textes des organisations participantes. Il fait partie de la lutte qui se mène pour la libération des emprisonnés, du soutien qui s'organise en Corse et sur le continent depuis les arrestations.

En vente à la librairie des Herbes Sauvage, 70, rue de Belleville - Paris 20e, tel : 636-91-37. Prix : 40 F

CINEMA

«Je te tiens, tu me tiens par la barbichette»

Sur les affiches du film, on peut voir comme slogan : *« Rigolo, disco ; le film qu'on n'est pas près de voir à la télévision »*. Pourquoi pas ? Ce film n'a rien de subversif. Récemment, la télévision diffusait *« Tout le monde, il est beau, tout le monde, il est gentil »*, film de Jean Yanne sur la radio. Comme par hasard au moment du lancement de son dernier film.

Dans ce film, on assiste à l'enlèvement d'un animateur de la chaine de télé AF4. C'est l'occasion pour montrer sur l'écran l'homme en question, de plus en plus malade et déprimé, avec un doigt coupé. Qui cela fera-t-il rire ? C'est l'occasion pour Yanne de nous asséner toute une série de ces shows télévisés qu'il entend dénoncer. Jusque là, ce n'est pas rigolo mais là où c'est franchement déplaisant, c'est quand il utilise le racisme et la xénophobie. L'animateur est enlevé par des étrangers, on ironise sur l'accent juif ou arabe de certaines vedettes, sur la prononciation d'une télé-speakerine noire. Non, ce film n'est pas rigolo, il est démago et raciste.

THEATRE

Montpellier

«La résistible ascension d'Arturoui»

A l'aide d'un gang de racketteurs et d'un maire complice, un grossiste absorbe des marchands de choux-fleurs. Brecht, dans cette pièce, montre ce qui manquait dans le film *Holocauste* : la forme que peut prendre, à certaines époques, la domination de la bourgeoise ; le capitalisme qui ne recule devant aucun moyen pour conserver son pouvoir et continuer à exploiter les travailleurs. A travers l'ascension d'Hitler (Arturo VI), c'est la mise en place de la dictature fasciste que nous explique Brecht. La mise en scène de Jacques Échantillon et des Tréteaux du Midi est pleine de trouvailles et très efficace. Une pièce à voir. En Languedoc.

NOTES DE LECTURE

Vu, lu, entendu

Revue cinéma politique Joris Ivens

La revue *Cinéma politique* a récemment publié un livre sur le cinéaste Joris Ivens (voir bimensuel No 44) dont l'intérêt est de présenter un certain nombre de documents, d'interviews jusqu'alors inédits en France.

Une partie du livre reprend l'interview d'Ivens par une revue allemande. Dans cet article, Ivens parle longuement de la réalisation de son film sur la Chine « *Comment Yukong déplaça les montagnes* ».

De même Ivens développe ses idées, acquises par une riche pratique, sur le rôle du cinéma militant.

L'ensemble des photos, des documents et des textes qui composent ce petit livre permet de mieux connaître la vie et l'œuvre de Joris Ivens, qui est sans aucun doute le plus important cinéaste révolutionnaire de notre époque et complète fort bien les rares ouvrages, déjà anciens, qui lui sont consacrés.

Ce livre est disponible à la librairie des Herbes Sauvages, 70, rue de Belleville - 75020 Paris (25 F).

ROMAN

«La vie d'un simple»

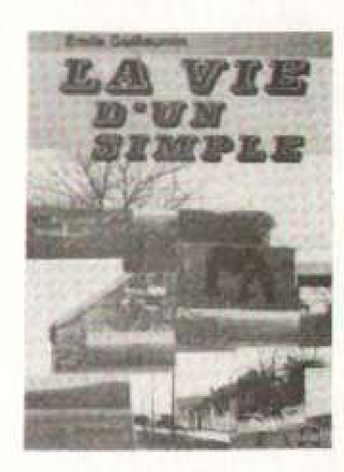
Petit paysan de la région de Moulins, dans l'Allier, Émile Guillaumin s'est attaché dans plusieurs livres à décrire la vie des petits agriculteurs et des métayers à la fin du siècle dernier et au début du XXe siècle.

Émile Guillaumin a été un des précurseurs du syndicalisme paysan dans l'Allier. Mais son œuvre la plus marquante est sans aucun doute *La vie d'un simple*. Ce roman nous fait découvrir les conditions de vie des métayers et des salariés agricoles de l'Allier au siècle dernier de 1823 à 1893. Au fil des pages, la vie de « Tiemon » se déroule lentement, au rythme des saisons, des travaux et surtout de la misère. Les petits paysans sont durement exploités par les riches propriétaires qui, au gré de leur humeur, expulsent les familles de métayers. La misère est grande dans les campagnes et certains partent pour la ville dans l'espoir de trouver du travail dans les usines qui commencent à se développer.

Guillaumin a fort bien su rendre les difficiles conditions de vie, l'influence de la religion, les premiers exodes dans les villes, l'apparition des idées socialistes.

Écrit en 1904, *La vie d'un simple* est un excellent témoignage qui est, par certains aspects, toujours d'actualité.

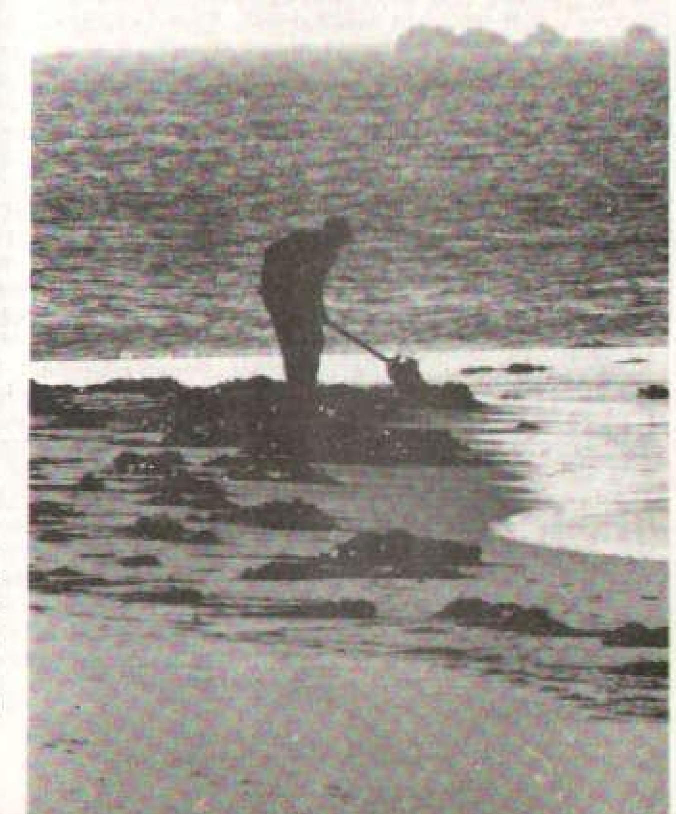
Ce livre est recommandé par *les Herbes sauvages*, 70, rue de Belleville - Paris 20e (9,50 F).



CONCOURS PHOTO



Ramassage de varech sur une côte bretonne.



« *J'approuve votre concours en espérant qu'il serve à un art populaire objectif* »

Alain
Ploujean (29)

Histoire

1er Mai 1906

«Nous aurons les 40 heures»

« L'extrême fatigue du corps étouffe la pensée »

Déjà, en 1881, Benoit Malon, socialiste, membre des deux premières Internationales, montrait que le capitaliste rattrapait les heures perdues sur l'accroissement du rendement et que ça ne diminuerait que pour très peu de temps le chômage. Mais que le temps gagné par les esclaves salariés était fondamental pour leur survie, pour le développement de leur conscience de classe et pour leur organisation collective pour arracher d'autres revendications. Nous en sommes encore là aujourd'hui : 40 heures sur une chaîne, accidents du travail, longs trajets, mourir arrivé à la retraite, c'est encore trop !

18 heures de travail

« *J'étais donc condamné à exercer ce métier de 4 heures du matin à 10 heures du soir. Mais bientôt, le sommeil me dominait tellement que je dormais debout. Chaque fois que je succombais à la fatigue, mon patron me donnait un revers de la main sur le nez qui provoquait une hémorragie. J'avais beau me mordre les mains, me cogner la tête contre les murs pour résister à l'envie de dormir, rien n'y faisait* ».

18 heures de travail pour un gamin de 7 ans ! Norbert Truquin, en 1841, peignait la laine avec ses dents. Un esclavage qui, en 1979, nous paraît incroyable et pourtant pas si loin : qu'on se souvienne des camps de concentration. Et plus près encore, du travail des ouvriers agricoles.

Les 3 X 8

Toutes les grèves du 19e siècle et du début du 20e siècle avaient comme revendication fondamentale la baisse de la durée du travail en même temps que la hausse des salaires. Dès 1891, 40 000 mineurs du Nord exigent les 3 X 8 : 8 heures de travail, 8 heures de sommeil, 8 heures de loisirs pour vivre avec sa famille et s'éduquer. Ils font une grève d'un mois et demi en prenant exemple sur les mineurs américains qui ont fait la même chose en 1886. Ils réussissent à arracher les 8 heures, la hausse des salaires et une convention collective aux maîtres des houillères qui avaient fait envoyer la troupe pour évacuer le carreau. Mais il leur faudra 30 ans de lutte pour la faire appliquer. Dans d'autres corps de métier, on fait encore 14 à 16 heures : dans le bâtiment, dans le textile et la confection.

8 heures pour le 1er Mai

Les mineurs, à l'avant-garde, ont montré la voie : en 1906, la CGT, à peine née, lance la grève générale pour le 1er Mai : « *A partir du 1er Mai, nous ne travaillerons que 8 heures par jour* ». Ce mot d'ordre enthousiasme la classe ouvrière qui n'attend pas ce jour-là pour l'appliquer. De nombreux cortèges parcourent les cités ouvrières, les corons en chantant : « *Nous aurons nos 8 heures* ». Les capitalistes sont sur les dents ; le gouvernement crie à la trahison de la patrie (la guerre de 1914 n'est pas loin et il faut du fer et du charbon pour les expéditions coloniales). Il envoie la troupe et transforme le 1er Mai en chasse « aux grévistes des 8 heures ». Pourtant, ce jour-là, de nombreuses usines ne font que 8 heures et les ouvriers partent en manifestation devant la maison du patron ou du préfet. C'est un succès pour la CGT et il ouvre des perspectives de revendications uniques pour toute la classe et qui, dorénavant, sera le mot d'ordre de tous les métiers : les 8 heures et les 40 heures.

De 1840 à 1920, la classe ouvrière fait baisser la durée du travail de 18 heures à 12 heures, exige l'application du repos obligatoire du dimanche et des lois sur le travail des enfants. Il faut attendre 1921 pour que la journée de 8 heures soit votée pour 6 jours de travail. Elle ne sera appliquée qu'en 1936 pour



cinq jours, puis annulée par le biais des heures supplémentaires obligatoires en 1938 *. Parallèlement, il y a une hausse des salaires mais bien inférieure à l'augmentation prodigieuse des richesses en France, due à l'accroissement aussi prodigieux de la productivité par ouvrier.

Qu'on en juge : de 1840 à 1920, le salaire a été multiplié par deux, la durée du travail baissait de six heures tandis que la productivité augmentait 16 fois ! Les six heures gagnées permettaient à la classe ouvrière d'avoir une durée de vie qui passe de 35-40 ans en 1840 à 50-55 ans en 1920. Encore bien peu.

* Le patronat a décrété deux heures de travail obligatoire supplémentaires pour les industries de l'armement et ensuite elles furent étendues à toutes les entreprises.

Estelle DELMAS

Coup de force contre les immigrés

L'attente



Lundi 5 mars, Montpellier, des immigrés font la queue, certains depuis une heure du matin pour le renouvellement de leurs cartes de séjour. 10 seront reçus, les autres reviendront le lendemain.

Le pouvoir a décidé d'en finir avec la grève des loyers dans les foyers Sonacotra. C'est là une chose quasi-officielle. Déjà l'an dernier à la même époque, il pensait mettre un terme à la grève à coups de procès. Il n'avait fait au contraire que renforcer le mouvement. Cependant, cette année, la menace est plus sérieuse.

Dans les deux régions où le mouvement s'est développé : la région parisienne et l'Est, le pouvoir fait intervenir la police et expulse les immigrés. Le 10 avril, 14[illegible] résidents ont été expulsés, avec toutes leurs affaires, de trois foyers de Strasbourg. Dans la Région parisienne, de cinq [illegible] résidents ont été expulsés à peu près de chaque foyer. Par exemple, treize l'ont été à Saint-Germain-en-Laye, cinq au foyer de Sartrouville. [illegible] résidents du foyer ADEF de Sartrouville l'étaient également. D'autres expulsions ont eu lieu aussi à Nanterre et à Ivry. Chacune de ces expulsions était accompagnée de brimades et violences physiques contre les résidents. Les expulsés sont aussi condamnés à des saisies-arrêts sur salaire.

Les procès contre les résidents se poursuivent. Par exemple, à Elancourt, 65 résidents ont été convoqués pour le 25 mai devant le tribunal de Versailles. Des résidents des foyers de Montreuil, Bagnolet, Saint-Denis, Tremblay sont assignés pour expulsion le 24 avril devant le tribunal de Bobigny. Les résidents sont aussi l'objet d'intimidations policières. Celles-ci prennent la forme de convocations au commissariat de résidents grévistes condamnés à l'expulsion. Les policiers [illegible] ceux-ci à quitter d'eux-mêmes les foyers afin d'éviter l'intervention policière. Jeudi 19 avril, treize résidents du foyer Sonacotra de Sartrouville étaient ainsi convoqués. *Henri MAZEREAU*

Autre menace : la fermeture de certains foyers. Dix sont actuellement menacés. La fermeture du foyer de Villemomble a été refusée par la justice. Par contre, celle des foyers de Garges, Nanterre et Chilly-Mazarien dans la région parisienne a été obtenue. nue.

Enfin, une augmentation du loyer des chambres des foyers Sonacotra pourrait intervenir en juillet prochain. Elle s'élèverait à 12 %.

La riposte s'organise. Trois manifestations ont eu lieu le 21 avril dans la banlieue parisienne et à Strasbourg. Le soutien et son élargissement [illegible] plus que jamais d'impérieuses nécessités.

Réduction à un an des cartes de séjour

L'Assemblée nationale a discuté le 19 avril un nouveau projet gouvernemental.

Première mesure de ce projet : la réduction à un an de la durée des cartes de séjour, validité qui, jusqu'à présent, est d'un, trois ou dix ans. Seuls auront droit à une carte de dix ans les résidents présents en France depuis au moins 25 ans. Avec cette mesure qui fait planer sur eux en permanence l'expulsion, le pouvoir espère adapter la « main-d'œuvre immigrée » aux besoins de l'économie. Les préfets auront toute latitude pour refuser le renouvellement d'un certain nombre de cartes de séjour en fonction du nombre de chômeurs et d'emplois disponibles.

Ce projet prévoit [illegible] les motifs d'expulsion aux cas suivants : « [illegible] *l'ordre... Insuffisance et irrégularité de ressources... [illegible] sanitaires* » et enfin « *Retard dans le retour des congés* ».

Les travailleurs immigrés qui, chômeurs, n'auront pas assez de moyens de subsistance, ceux qui sont malades ou invalides le plus souvent à cause de l'insécurité au travail ou des mauvaises conditions de logement, ceux qui luttent pour faire respecter leurs droits quels qu'ils soient, ceux qui, n'ayant pas revu leur pays et leur famille depuis des mois et des mois, rallongent leurs congés de quelques jours, tous ceux-là pourront être expulsés sans autre forme de procès. C'est là la violation des droits les plus élémentaires et les plus fondamentaux dont pourtant le pouvoir aime se réclamer.